

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

Le budget de la Justice offre, chaque année, l'occasion d'examiner certaines questions générales, qui n'ont pas un caractère proprement budgétaire, mais touchent de près à l'Administration de la Justice.

Cette année encore, les sections de la Chambre et, après elles, la Commission permanente de la Justice et la Section centrale ont soulevé quelques-unes de ces questions.

La première est relative à l'organisation judiciaire.

Après la guerre, devant l'accumulation considérable des affaires en suspens dans les cours et tribunaux, le Parlement a dû, pour en permettre la liquidation rapide, voter des mesures temporaires, notamment réduire le personnel des chambres de justice et ainsi en multiplier le nombre.

Ce régime provisoire ne devait durer que deux ans, mais il fallut le prolonger : il ne doit prendre fin qu'en septembre 1923.

On est d'accord pour rétablir, après cette date, une organisation définitive ; mais quelle sera-t-elle ?

(1) Budget, n° 24^{IV}.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

1) Les membres de la *Commission permanente de la Justice et de la Législation civile et criminelle* : MM. Brunet, président, Buisset, Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, Hallet, Mabille, Mechelyne, Meysmans, Neven, Pierco, Poncelet, Sinzot, Soudan, Tschoffen et Van Dievoet.

2) Six membres nommés par les Sections : MM. Verachtert, du Bus de Warnaffe, de Burlet, Sinzot, Flagey et Vandervelde.

La question est d'une extrême importance et il n'est pas inutile d'y appeler dès maintenant toute l'attention de la Chambre.

C'est tout le système judiciaire qui est en jeu.

Va-t-on revenir purement et simplement à l'organisation ancienne? Va-t-on plutôt la bouleverser ou bien se contenter d'y introduire quelques modifications plus ou moins importantes?

La grosse préoccupation est de savoir quelle place va prendre, dans l'organisation nouvelle, l'institution depuis si longtemps projetée, mais toujours si discutée, du juge unique.

La loi temporaire en a fait une expérience timide. Elle n'a certes ni converti ni rassuré ceux qui, jusqu'ici, ont combattu l'innovation comme inefficace au point de vue de l'accélération des affaires et surtout comme dangereuse pour le prestige de la Justice. A-t-elle seulement encouragé ou n'a-t-elle pas plutôt déçu ceux qui en attendaient une amélioration du régime judiciaire?

Il est certain que l'opposition à la réforme reste fort vive et à peu près générale.

Il semble, en tout cas, que personne ne songe à consacrer définitivement le régime temporaire voté en 1919, qui a donné lieu à tant de critiques et l'on peut affirmer que si la juridiction du juge unique est maintenue dans nos tribunaux de première instance, ce ne sera que moyennant un remaniement complet des règles qui déterminent actuellement sa compétence.

L'essai tenté par la loi a d'ailleurs démontré que, si l'on veut assurer une liquidation plus rapide des affaires judiciaires, ce n'est pas seulement à l'organisation des Chambres de justice qu'il faut apporter des modifications; il faut aussi voir s'il n'a pas lieu de chercher ailleurs le remède à l'encombrement, par exemple, dans le remaniement des lois réglant la compétence et la procédure, dans une meilleure répartition du travail entre nos diverses juridictions et aussi dans une observation plus rigoureuse des règlements qui déterminent le temps réservé à l'examen des affaires.

Remaniement des lois sur la procédure et la compétence. — Que de pertes de temps occasionnées par des exigences de procédure dont l'utilité n'apparaît plus ou par des discussions de compétence qui n'ont, la plupart du temps, d'autre intérêt que de retarder des décisions redoutées et que la bonne justice voudrait plus rapides!

Meilleure répartition du travail. — Quelle différence entre l'activité fiévreuse de certains tribunaux surchargés et le chômage forcé de beaucoup d'autres! État de choses regrettables et dû en partie aux lois de compétence, qui permettent de soustraire les affaires à leur juge naturel et ont pour résultats de concentrer dans quelques tribunaux importants, la connaissance de nombreux procès qu'il faudrait s'efforcer au contraire de répartir entre tous les tribunaux du Pays.

Observation plus rigoureuse des heures de travail. — Dans combien des tribunaux ouvre-t-on les audiences à l'heure réglementaire? Dans combien les prolonge-t-on jusqu'à l'heure où elles doivent se terminer régulièrement? Les magistrats n'oublient-ils pas trop souvent qu'ils doivent, toute besogne cessante, ouvrir les audiences publiques exactement à l'heure fixée par le règlement? Ne voit-on pas s'établir un peu partout une pratique contraire, plus conforme peut-être aux convenances des magistrats, mais souvent désagréable et parfois même désobligeante pour ceux qui doivent attendre leur bon plaisir?

Nous plaçant strictement au point de vue de l'accélération de la justice, n'y aurait-il pas lieu de rappeler que le temps fixé pour les audiences ne peut être consacré ni aux délibérés, ni aux comparutions en chambre du Conseil, ni à tous autres devoirs quelconques, qui ne sont pas du domaine des audiences publiques?

Toutes ces questions méritent l'attention.

M. le Ministre de la Justice a du reste déposé déjà un projet de loi modifiant la loi sur la compétence; il a promis de déposer le plus rapidement possible son projet sur l'organisation judiciaire et, enfin, il a bien voulu répondre à une question que nous lui avons posée « qu'il demandait aux autorités judiciaires un » rapport au sujet de l'observation des dispositions réglementaires relatives à » l'heure d'ouverture des audiences et aux délibérés ».

*
* * *

L'organisation de la justice comprend aussi l'assistance judiciaire. On se plaint généralement de l'abus du *Pro Deo*, abus qui permet l'intentement de procès sans fondement, mais qui n'en entraînent pas moins, en même temps qu'une perte de temps pour les Tribunaux, des frais parfois importants qu'il est impossible de recouvrer. Trop souvent, les Tribunaux accordent à la légère et sans un sérieux examen, une faveur qui ne devrait être octroyée qu'avec beaucoup de prudence et de précautions.

A cette question de la gratuité de la procédure, se rattache celle de la rémunération des huissiers; car ce sont les huissiers qui sont les principales victimes de l'abus que nous venons de signaler. Le *Pro Deo* les entraîne, en effet, à des prestations parfois très lourdes, pour lesquelles il ne leur est pas payé le moindre salaire et même à des dépenses que personne n'est chargé de rembourser.

Il est bien difficile, dans un budget que l'on veut réduire le plus possible, de proposer des traitements nouveaux. Cependant il faut faire cesser une injustice. Beaucoup d'huissiers, que la loi astreint à des devoirs importants, ne sont pas payés en raison des services qu'ils rendent.

Durant ces dernières années, des réclamations se sont produites avec instances, auprès du Ministre et même au Parlement; mais jusqu'ici elles n'ont pas trouvé l'accueil auquel elles paraissent avoir droit.

La question ne peut pas cependant s'éterniser. Il faut une solution et la Chambre doit faire un effort pour trouver le moyen de rémunérer, avec équité, cette catégorie de serviteurs de l'État.

Interrogé sur ses intentions, M. le Ministre a fait la réponse ci-après :

« La question de rémunération à accorder aux huissiers a déjà été examinée. Je

ne puis que me référer à l'avis que mon honorable prédécesseur a exprimé lors de la discussion du budget de la Justice en 1920 et qui était le suivant :

» M. Poncelet insiste, d'autre part, avec vigueur et depuis longtemps pour
» que l'on règle ce que j'appellerai la question du minimum de salaire des huis-
» siers. Il voudrait assurer à ceux-ci la garantie d'un revenu professionnel
» minimum de 400 francs par mois.

» Je regrette qu'il me soit impossible d'entrer dans cette voie ou d'accepter le
» principe même de la proposition. En effet, les huissiers ne sont pas des
» fonctionnaires de l'État et, dans ces conditions, il n'est pas possible de leur
» assurer un traitement minimum. Je dois ajouter qu'il serait à craindre que,
» pour certains d'entre eux, ce traitement minimum devienne un oreiller de
» paresse.

» Je crois donc qu'il n'est pas possible d'accepter la suggestion de l'honorable
» rapporteur. J'ajoute qu'en fait, des améliorations sérieuses sont apportées,
» dès à présent, à la situation des huissiers. En effet, d'abord, les indemnités
» des huissiers audienciers ont été relevées de 200 à 300 p. c. par arrêté royal
» du 22 avril 1920, ensuite le tarif criminel et le tarif des frais et dépens en
» matière civile a été majoré de 50 p. c., en attendant les résultats des travaux
» actuellement en cours au sujet des dits tarifs.

» J'ajoute, Messieurs, que la revision du tarif criminel est à la veille
» d'aboutir.

» La revision du tarif criminel est accomplie (arr. royal du 1^{er} septembre
» 1920). Celle du tarif des frais et dépens en matière civile ne tardera guère.

» Enfin, l'adoption d'une législation nouvelle en matière d'assistance judiciaire
» aura pour conséquence une amélioration de la situation des huissiers ».

Cette réponse témoigne certes du bon vouloir de M. le Ministre de la Justice, mais elle est plutôt décourageante pour les intéressés.

On oublie que, pour certains d'entre eux, on a beau doubler, tripler les tarifs en matière civile et criminelle, on aurait beau même leur assurer à l'avenir le paiement de leurs vacations dans les affaires de *Pro Deo*, puisqu'ils n'ont que de très rares exploits à notifier.

Il faut, nous paraît-il, raisonner tout autrement. La loi exige qu'il ait un huissier par canton; elle lui impose des devoirs et lui interdit de remplir d'autres fonctions; elle doit donc lui assurer de quoi vivre. Or elle ne le fait pas. Il a été dit et l'on peut continuer à affirmer qu'il est des huissiers, pères de famille, qui ne gagnent pas mille francs par an. C'est un abus qui n'est pas tolérable! Lorsque l'on voit la ruée générale pour l'accroissement des traitements, l'on ne comprendrait pas qu'on laissât dans la misère, une catégorie d'employés dont le concours est imposé par la loi et qui ont, comme tout le monde, droit à ce qu'il faut pour vivre.

Peut-être M. le Ministre de la Justice voudra-t-il examiner à nouveau la question et consentira-t-il à prendre l'initiative d'un projet qui, plus heureux que les propositions jusqu'ici déposées, trouvera l'agrément de la Chambre et pourra mettre un terme à bref délai à une situation qu'il n'est pas trop sévère de dire anormale et injuste.

Qu'on ne s'y méprenne pas !

L'augmentation des tarifs ne remédiera en rien au mal que nous signalons, tandis qu'elle peut avoir des conséquences peu désirables : d'abord l'augmentation des frais de justice et ensuite une majoration inutile de rémunération pour les huissiers qui n'ont pas besoin de ce nouveau secours de la loi.

Car il est des huissiers qui ont, de par leurs fonctions, des revenus importants et ce sont ceux-là surtout qui profiteront du relèvement des tarifs : la situation des autres, de ceux auxquels nous nous intéressons, n'en sera pas sensiblement changée.

*
* *

La Commission spéciale s'est émue des scandales auxquels a donné lieu, dans ces derniers temps, l'administration de certains séquestres. Elle demande que l'opinion publique soit rassurée et que l'on prenne, au sujet de la surveillance que le Parquet est chargé d'exercer, des mesures qui ne laissent place, dans l'avenir, à aucune possibilité de fraude.

M. le Ministre a fait parvenir, à ce sujet, la note suivante :

« Aux termes de l'article 8 de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'article 9 de la loi du 17 novembre 1921, les séquestres sont nommés par le président du tribunal de première instance. Aux termes de l'article 16 de l'arrêté-loi précité, le contrôle des séquestres est exercé par le Procureur du Roi auquel le séquestre fait périodiquement rapport; aux termes de l'article 22 de la loi du 17 novembre 1921, le contrôle des séquestres est exercé par le ministère public qui peut être assisté des fonctionnaires des domaines désignés par le Ministre des Finances, à la demande du Procureur général.

» Dans un rapport récent, M. le Procureur général, près la Cour d'appel de Bruxelles, expose les mesures d'ordre général qu'il a prises pour assurer un contrôle aussi efficace que possible de la gestion des séquestres.

« Le 10 avril 1919, sous le n° 30975, m'a-t-il écrit, j'ai adressé à MM. les Procureurs du Roi de mon ressort, les instructions suivantes, à l'observation desquelles je les ai engagés individuellement chaque fois que l'occasion m'en a été offerte :

» L'article 16 de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, vous charge du contrôle des opérations des séquestres de biens ennemis et impose aux séquestres l'obligation de vous faire périodiquement rapport.

» Cette partie importante de votre mission, engageant très sérieusement votre responsabilité, doit attirer toute votre attention et bénéficier de tous vos soins.

» Les rapports des séquestres doivent être fournis régulièrement aux époques que vous fixerez et au moins une fois par trimestre, et vous ne devriez pas hésiter à provoquer le remplacement du séquestre, qui ne vous adresserait pas, en temps voulu, des rapports suffisamment complets et détaillés.

» Vous devez obtenir qu'à chaque rapport, soit annexé un extrait de la comptabilité, vous mettant à même de vous rendre compte de la gestion et de la situation de l'encaisse. Vous devez réclamer la communication des pièces justificatives de cette comptabilité, chaque fois que cette communication vous paraîtra utile.

« L'article 11 du dit arrêté fait un impérieux devoir au séquestre de déposer à

la Caisse des dépôts et consignations ou dans tel autre établissement à désigner par le Président, les sommes liquides dont il devient détenteur.

» C'est encore là une disposition à l'observation de laquelle vous devez tenir très exactement la main. La Banque Nationale et ses agences me paraissent devoir être tout naturellement désignées par le Président, sauf circonstances exceptionnelles dont il sera appréciateur, de préférence à tout autre établissement financier.

» En tout cas, les sommes dont un séquestre est détenteur, ne doivent jamais se confondre dans un compte en Banque, avec des sommes appartenant personnellement au séquestre, ou dont il est détenteur à un autre titre. Ces sommes qu'il dépose, comme séquestre, doivent faire l'objet, en Banque, d'un compte spécial uniquement affecté à ces opérations de séquestre et dont le mouvement sera indiqué dans la comptabilité jointe à ses rapports. »

» Enfin, en conformité de ma circulaire du 5 de ce mois, N. 20042, les séquestres doivent placer en obligations de l'Emprunt intérieur § p. c. de la Restauration Nationale, les fonds dont ils sont détenteurs, s'il ne leur apparaît pas qu'ils aient à prévoir la nécessité de les employer autrement. Il conviendra que ces obligations soient nominatives; si elles sont au porteur, vous voudrez bien vous faire rendre compte des raisons qui auraient empêché le séquestre de prendre des obligations nominatives, et veiller à ce que les obligations au porteur, dépendant d'un séquestre, soient déposées à découvert dans l'établissement désigné pour le dépôt des fonds et y fassent également l'objet d'un dépôt spécial.

« L'importance de ces prescriptions ne saurait vous échapper et je compte sur votre zèle pour en assurer la stricte et complète exécution. »

« Le 21 mars 1921, sous le n° 19 595, ces instructions du 10 avril ont été rappelées dans les termes suivants, à tous les parquets du ressort :

« Je rappelle à toute votre attention mes instructions relatives à l'emploi que tous les séquestres des biens ennemis ont à faire des sommes d'argent dont ils sont détenteurs en cette qualité, particulièrement les dispositions que renferme à cet égard ma circulaire du 10 avril 1919, n° 30975. Vous voudrez bien rappeler ces instructions à MM. les séquestres et les inviter à vous communiquer avant le 15 avril prochain, les récépissés des dépôts à découvert de titres opérés par eux, conformément à la dite circulaire »

« Vous aurez soin dans l'examen que vous avez à faire des rapports de MM. les séquestres, de vérifier si l'emploi fait par eux des sommes d'argent dépendant de leur gestion est conforme à mes instructions ».

« La question des séquestres et la réalisation des biens et intérêts séquestrés relèvent, au surplus, du département des Finances ».

*
**

Une grosse question qui se prépare et au sujet de laquelle, il y eut, dans les sessions, divers échanges de vues, c'est la question des loyers.

Faut-il à nouveau légiférer sur cette question si délicate ?

On aurait beau répondre : *non*, ce sera *oui*. Et du reste, voici que les journaux publient déjà l'avant-projet de la Commission nommée à cet effet par M. le Ministre de la Justice.

Dès lors, il faut en prendre son parti, la question va revenir devant le Parlement et il ne s'agit plus que de s'attacher à la recherche de la meilleure solution.

Faut-il proroger la loi qui nous régit ? Faut-il la modifier ? Ne faut-il pas plutôt revenir au système de la liberté ?

Le problème se pose et les trois solutions trouveront d'ardents défenseurs !

Puisse le projet qui nous sera transmis par M. le Ministre, concilier les diverses tendances et mettre fin à un conflit parfois irritant qui divise, depuis la guerre, tant de bons citoyens !

* * *

Le projet de loi sur la réorganisation du notariat est restée sans solution : la dissolution l'a rendu caduc. Sera-t-il représenté ? D'aucuns le désirent, pour mettre fin à un système souvent critiqué, à cause des inégalités de situations qu'il tolère.

Mais, là aussi, il y a des tendances bien divergentes et il n'est pas facile d'élaborer une organisation, non seulement qui satisfasse tout le monde, mais même qui puisse rallier les suffrages d'une majorité.

A propos de la nomination des notaires, plusieurs membres ont demandé, dans les sections, si le Gouvernement était d'avis de ne plus suivre à l'avenir, la vieille tradition qui donnait jusqu'ici, au fils d'un notaire, non pas un droit, mais une sorte de priorité de faveur, pour le remplacement de son père, lorsqu'il n'existe pas de motif grave de faire un autre choix.

Voici la réponse que M. le Ministre nous a fait parvenir :

« Les fonctions publiques ne sont point héréditaires.

» La Constitution, en son article 6, consacre en principe l'admissibilité de tous les Belges aux emplois civils et militaires.

» Mais je suis disposé à donner la préférence aux fils de notaire quand ils ont des titres indiscutables à la succession de l'office paternel ».

* * *

Les autres questions, que nous avons à traiter, se rattachent plus directement aux articles du budget.

Nous allons donc examiner celui-ci chapitre par chapitre.

Une remarque préalable et qui aura désagréablement surpris tous ceux qui ont eu le tableau sous les yeux, c'est que le chiffre global des dépenses qui nous sont proposées, est en augmentation de plusieurs millions, exactement de 44,585,100 francs, sur le total du budget précédent.

Il est juste de remarquer que pour une partie de cette augmentation, c'est-à-dire pour plus de 6 millions, la majoration est plus apparente que réelle, en ce sens que, durant les exercices précédents, les dépenses sur ces crédits avaient atteint déjà les chiffres prévus pour l'exercice actuel.

Mais comment comprendre qu'au lieu de la réduction attendue, le projet nous invite à majorer les crédits de 6 nouveaux millions ?

L'effort de compression n'a abouti, pour le budget de la Justice, qu'à des réductions rares et timides dont le total s'élève à 2,250,100 francs, tandis que nous constatons des augmentations s'élevant ensemble à 13,835,800 francs.

Neuf chapitres du budget comportent des augmentations ; deux nous présentent des réductions ; un seul reste stationnaire.

Parmi les augmentations, signalons que les plus gros morceaux sont relatifs à trois chapitres : le Personnel de l'Administration centrale, les Écoles de bienfaisance et institutions publiques de l'État et, enfin, les Prisons. C'est à propos des

majorations proposées sur ces crédits que le Gouvernement sera amené à donner à la Chambre des explications.

La Commission spéciale a fait un nouvel effort de compression, mais elle n'a pas non plus abouti à une réduction aussi importante qu'elle l'eût souhaité.

Il est difficile de revenir sur les situations acquises, sur les engagements pris et même sur des réformes qui ne sont que commencées, mais qui répondent à une poussée de progrès.

Les quelques coupures opérées dans les chiffres du projet ne laisseront pas de soulever des réclamations; les arguments ne manqueront pas pour s'y opposer et peut-être ceux-là même qui les ont proposées ou admises seraient-ils plus volontiers à côté de ceux qui les combattent.

Mais ils croient mieux servir les intérêts du Pays en ne permettant pas que les caisses de l'État soient mises à sec pour des réformes, même fort tentantes, qui ne sont pas vraiment indispensables.

Il leur semble que le premier devoir est de reconstituer les finances de la Nation, pour permettre à celle-ci de reprendre sa vie pleine et féconde d'autrefois.

Quand ce résultat sera atteint, alors, n'en doutons pas, tous seront d'accord pour réaliser toutes les belles réformes proposées par ceux qui obéissent plutôt au cœur qu'à la raison.

La Commission spéciale a donc cru devoir passer au crible d'une critique sévère les différents postes du budget; nous allons reprendre ceux au sujet desquels des observations ont été faites.

*
* * *

Au chapitre II, *Administration centrale*, la Commission spéciale a voulu savoir comment se justifie l'augmentation de 505,700 francs, prévue à l'article 2 et résultant, d'après les explications données aux développements, de la « *création d'emplois reconnus indispensables au Service central du Travail et au Bureau des Traductions.* »

Très différente est la justification que nous donne M. le Ministre, dans la note qu'il nous a fait remettre, en réponse à notre demande.

Voici la question et la réponse :

« A l'article 2 du budget l'on prévoit une augmentation de 505,700 francs résultant de la création d'emplois nouveaux.

» La Commission désire avoir des précisions et demande à Monsieur le Ministre de vouloir bien lui donner la liste de ces nouveaux emplois avec l'indication des traitements affectés à chacun d'eux.

RÉPONSE. : « L'augmentation de 505,700 francs prévue à l'article 2 du budget » n'est pas nécessitée exclusivement par la création de nouveaux emplois. Elle se » décompose de la manière suivante :

» 1) Augmentation des traitements des fonctionnaires et employés résultant de l'application de l'A. R. du 23 mars 1921 portant relèvement général des traitements . . . Fr. 186,150

» 2) Création en 1921 d'emplois nouveaux, savoir :

1 place d'inspecteur général	Fr. 15,000	} 154,900
1 » d'inspecteur	15,000	
3 places chefs de bureau	29,100	
3 » sous-chefs de bureau	23,600	
11 » commis-rédacteurs	55,150	
1 place sténo-dactylographe	4,100	
4 places commis-classeurs	14,950	

» La création de tous ces emplois a été autorisée par M. le Ministre des Finances.

» 3) Octroi des augmentations réglementaires de fin d'année. 45,000

» 4) Emplois nouveaux à créer en 1922 85,000

» La nécessité de ces emplois nouveaux est justifiée par la mise en vigueur de la loi sur l'emploi du flamand en matière administrative qui entraîne nécessairement des dépenses assez importantes, par le développement des services de la Bienfaisance et de l'Office de la protection de l'enfance ainsi que du service central du travail (prisons).

» Les agents nouveaux à nommer débiteront, sauf exceptions résultant de la nature spéciale des fonctions à conférer au minimum du traitement, soit à 4,100 francs pour les commis de troisième classe et à 8,000 francs pour les docteurs en droit qui débiteront avec le grade de sous-chef de bureau.

» 5) Secours. Remboursement du 1/3 des cotisations aux affiliés à une société de secours mutuels et indemnités de résidence et familiale à accorder aux agents nouveaux. . . . 34,650

TOTAL. . . . Fr. 508,700 »

Il résulte de cette note que la majoration du crédit n'est pas demandée seulement pour des emplois nouveaux, ce qui avait été dit tout d'abord.

On ne peut pas critiquer les deux crédits de 186,150 et 45,000 francs qui sont dus en application de la loi.

Mais, en ce qui concerne les deux sommes de 154,900 et 85,000 francs, ce n'est pas la même chose.

Pourquoi a-t-on créé les vingt-quatre nouveaux emplois dont les traitements s'élèvent à 154,900 francs, alors que le budget de 1921 ne les prévoyait pas ? On a mis le Parlement devant le fait accompli, mais sans l'avoir consulté. La Commission spéciale a cru devoir exprimer à cet égard une énergique protestation.

Evidemment elle aurait pu, comme certains voulaient le proposer, supprimer ces emplois ; mais elle a considéré qu'il y aurait peut-être quelque injustice vis-à-vis des vingt-quatre fonctionnaires qui ont été appelés à les occuper.

Pour cette seule raison, elle ne propose pas la suppression du crédit proposé,

mais elle demande à M. le Ministre d'examiner les moyens à prendre pour que ces nouveaux emplois ne soient pas une charge permanente et soient progressivement fusionnés avec les emplois existants.

En ce qui concerne la proposition de créer encore d'autres emplois en 1922, jusqu'à concurrence de 85,000, la Commission se refuse à l'accepter et elle propose à la Chambre de faire disparaître cette prévision du budget.

Si, par suite des circonstances indiquées par M. le Ministre, il devenait nécessaire de recourir à un surcroît d'employés, il doit être possible de reprendre à cette fin, des fonctionnaires se trouvant dans les cadres et attachés à des services peu absorbants.

Quant au crédit de 54,650 francs pour secours et autres affectations, il n'est guère possible d'en discuter le bien fondé, sans connaître plus exactement l'importance de chacune de ces affectations. Mais il va de soi qu'il doit subir une réduction dans la proportion de ce qui était prévu pour les emplois nouveaux dont il vient d'être question et que la Commission propose de ne pas créer.

A propos des secours et des cotisations mentionnés à ce même article, la Commission spéciale avait demandé au Gouvernement si le crédit de l'article 2 ne se confondait pas avec le crédit prévu à l'article 67 du budget.

Il a été répondu par M. le Ministre, ce qui suit :

« Les sommes prévues aux articles 2 et 67 pour secours ont des affectations nettement différentes. L'augmentation ou la réduction des unes ne peut avoir aucun effet sur les autres.

» La somme de 15,000 francs prévue à l'article 2 est affectée non seulement au remboursement du tiers des cotisations versées par les agents affiliés à des sociétés de secours mutuels, mais à l'allocation de secours à des agents en *activité* en cas de maladie ayant occasionné des frais exceptionnels et manifestement hors de proportion avec les ressources dont ils disposent.

» Le crédit de 150,000 francs prévu à l'article 67 est destiné à accorder des secours à *défaut de pension ou en cas d'insuffisance de pension* à d'**anciens magistrats, fonctionnaires ou agents** de l'administration, à leurs veuves ou aux membres de leurs familles dont ils étaient les soutiens et qui se trouvent dans une position malheureuse ».

Des membres de la Commission ont fait observer que le remboursement des cotisations ne se justifie pas et qu'il constitue un précédent dangereux qui pourrait être invoqué dans tous les services de l'État.

Il y aura lieu, pour le Gouvernement, d'examiner s'il est nécessaire de maintenir la partie du crédit affecté à ce remboursement.

La Commission spéciale n'a pas pris sur elle de le supprimer, étant donné que des engagements avaient pu être déjà pris sur cet objet.

L'article 2 est donc en résumé diminué de 85,000 francs et ramené au chiffre de 2,974,100 francs.

*
* *

A l'article 6 le budget prévoit une augmentation de 25,000 francs pour les frais de route et de séjour et les missions à l'Étranger. La Commission spéciale a demandé si cette majoration est nécessaire et s'il n'y a pas lieu de supprimer les missions à l'Étranger, qui n'ont pas toujours une utilité bien prouvée.

M. le Ministre a donné les explications ci-après :

« Le crédit inscrit en 1921 accuse un déficit important qui devra être couvert au moyen d'une allocation supplémentaire.

» L'augmentation prévue est destinée, d'une part, à mettre le crédit à la hauteur de la dépense réelle de l'exercice précédent et, d'autre part, à faire face aux frais de déplacement des nouveaux inspecteurs généraux et inspecteurs.

» Les missions à l'Etranger sont très rares : on n'en compte que trois pour l'année 1921 et deux pour l'année 1920.

» 1921. Mission à Genève (conférence de la traite des blanches) fr. 1,311.90

» — à Leipzig (cour de Justice) 770.00

» — à Paris (visite de la Préfecture de police et de la Sûreté générale 343.30

» 1920. Mission à Lausanne-Lyon-Paris (organisation des écoles et laboratoires, police scientifique). . . . fr. 1,331.50

» — à Amsterdam-Lattaye (fonctionnement canéro-mono-dactylaires) 527.70. »

La Commission estime qu'il n'y a pas lieu de prévoir une majoration de crédit et qu'il est possible de ramener le crédit aux limites du budget de 1921, soit donc à 50,000 francs.

Elle veut marquer par là qu'il est nécessaire de restreindre les missions toujours coûteuses, aux cas de stricte nécessité.

* * *

Au chapitre II, relatif à l'ordre judiciaire, l'article 9 prévoit une augmentation de 53,800 francs. Les développements expliquent cette majoration par la création de places de greffiers-adjoints à titre personnel, ainsi que de secrétaires-adjoints à titre personnel dans les Parquets.

A ce propos, quelqu'un, au sein de la Commission spéciale, avait fait observer que l'augmentation à titre personnel, prévue pour les commis-greffiers et secrétaires de parquet, n'était octroyée qu'à quelques-uns et que d'autres ayant les mêmes titres étaient arbitrairement privés de cette faveur.

Questionné sur ce point, M. le Ministre a donné la réponse suivante :

« Il est exact qu'un arrêté royal du 24 décembre 1920 limite le nombre des greffiers-adjoints à titre personnel et qu'un arrêté ministériel, du même jour, fixe le nombre des secrétaires-adjoints à titre personnel.

» La légalité de ces arrêtés, pris en exécution de la loi du 31 juillet 1920, ne semble pas pouvoir être contestée.

» La loi de 1920 qui accorde la faculté de nommer ou de ne pas nommer, ne comporte d'autre restriction que la nécessité pour les nominations des présentations prescrites. »

Aucune critique ne peut donc être élevée contre l'augmentation proposée à l'article 9. nuisan'elle est la consénuencé des disnositions de la loi.

Il en est de même de la majoration de l'article 13, destinée à faire face aux dépenses fixées par la loi du 31 juillet 1921. L'assimilation des justices de paix de quatrième classe à ceux de la troisième n'avait pas été prévue dans le budget de 1921, puisque cette assimilation n'a été réalisée que par la loi que nous venons de citer : il y a lieu, pour l'exercice en cours, de régulariser les crédits et de les élever au niveau voulu par le législateur.

Pour la première fois, il n'est plus question dans l'examen du budget de la Justice, de l'augmentation des traitements de la magistrature. Aucune réclamation ne s'est élevée à ce sujet de la part des magistrats.

Non pas cependant que leurs traitements aient été relevés dans des proportions telles qu'ils doivent être considérés comme satisfaisants. Loin de là, car ils n'ont pas suivi, comme la plupart des autres traitements, la progression du coût de la vie et l'on peut dire que, comparativement à leur situation de 1914, les magistrats n'ont pas reçu de quoi compenser le renchérissement de la vie.

Rendons donc hommage au sentiment de dignité qui seul explique leur silence, mais que ce ne soit pas, pour le législateur, une raison d'oublier, lorsque reviendront des jours meilleurs, que le Pays doit assurer à ceux qui sont chargés de rendre la justice, des situations à la hauteur de leur mission. C'est à cette condition seulement qu'il aura la garantie d'une bonne justice.

Plus grand est le nombre des magistrats, plus il est difficile de les bien recruter et de les bien payer. De là une tendance, aujourd'hui très marquée, vers la diminution du personnel de la magistrature.

Est-ce à dire qu'on tende à la généralisation du juge unique ? Loin de là ! Mais il semble que dans certains tribunaux, il y a trop de juges et même, dit-on, dans certaines cours, trop de conseillers.

Il y a aussi trop de monde dans les Parquets.

Aujourd'hui que la période de liquidation des affaires de guerre semble terminée, bien des substituts de complément n'ont plus de raison d'être.

D'aucuns voudraient même faire davantage et vont jusqu'à dire que l'on pourrait réunir plusieurs cantons pour les confier à un seul juge. Mais ils rencontreront sur leur chemin ceux qui défendent plus particulièrement les régions peu peuplées où les ressorts de justice sont déjà très étendus et qui trouveraient très mal qu'on vint, sous prétexte d'économies, diminuer encore le nombre déjà si infime de leurs magistrats.

Si l'on doit supprimer au plus tôt les emplois qu'une situation exceptionnelle avait créés, doit-il en être de même pour des magistratures qui ont pour elles la consécration d'une vieille et respectable tradition ? Qu'on n'oublie pas que l'utilité d'un juge de paix dans un canton ne se mesure pas toujours au nombre des audiences, mais surtout à son action conciliatrice, qui prévient les conflits, et qui est, celle-là, de tous les instants.

Des greffiers et employés des Tribunaux et des Parquets ont adressé quelques réclamations de diverses natures au sujet du chiffre de leurs traitements. Il en est qui paraissent fondées ; mais c'est une loi nouvelle qui seule pourrait leur donner satisfaction.

Nous nous contentons de demander à M. le Ministre de la Justice de les prendre en considération.

Au chapitre III qui traite de la justice militaire, les articles 15 et 17 sont en augmentation de 43,900 francs. Il s'agit de pourvoir à de nouveaux emplois.

Au sein de la Commission spéciale, cette majoration a été critiquée; un membre a même soulevé la question de savoir si la justice militaire avait sa raison d'être et ne devait pas être supprimée en temps de paix. D'autres, sans aller jusqu'à proposer une solution aussi radicale, ont fait observer qu'il serait en tout cas sans inconvénient de réduire la compétence des tribunaux militaires, aux crimes et délits purement militaires et de déférer à la justice ordinaire, les militaires prévenus de crimes et délits de droit commun.

Cette mesure réduirait certainement le personnel des tribunaux militaires, mais c'est le rôle de la loi et en attendant, il est nécessaire de pourvoir aux nécessités résultant du régime actuel.

Toutefois la Commission a désiré savoir pourquoi on avait consenti à l'augmentation du personnel, alors qu'il semble résulter des renseignements reçus, que les Tribunaux militaires ne sont pas surchargés.

M. le Ministre a fait connaître les raisons qui avaient déterminé la création des nouveaux emplois.

« L'augmentation prévue à l'article 15 résulte :

1. De la nomination temporairement à une 3^e place de substitut de l'auditeur général au traitement de 18,000 francs déterminée par des circonstances ayant pour la plupart un caractère transitoire et notamment par la surcharge résultant de la liquidation des affaires de guerre, de l'augmentation des effectifs et de l'existence d'un Conseil de guerre en campagne à l'armée d'occupation.

2. De l'allocation au secrétaire du parquet, ancien officier admis à la retraite, d'une indemnité de 5,000 francs tenant lieu de traitement.

» L'augmentation prévue à l'article 17 résulte de la création de deux places de substitut d'auditeur au traitement de 10,000 francs chacun et d'une place de greffier-adjoint au traitement de 6,700 francs.

» Le Conseil de guerre d'Anvers a été ainsi renforcé à raison notamment de l'augmentation des effectifs dont une notable partie séjourne d'une façon permanente dans les villes de garnison ou passagèrement dans les camps établis sur le territoire de cette juridiction.

» Bien qu'étant de ce fait la plus occupée et ayant dû être dédoublée, son personnel n'avait pas été renforcé depuis la guerre que d'un substitut et de trois greffiers-adjoints. »

Malgré ces explications, la Commission persiste à penser que le personnel, jusque là affecté aux conseils de guerre, est suffisant.

Elle a rejeté les majorations des articles 15 et 17, prévues pour la création d'une place de substitut de l'auditeur général et d'une place de secrétaire; de deux places de substitut d'auditeur militaire et d'une place de greffier-adjoint.

L'article 15 doit être ramené à 146,200 francs et l'article 17 à 542,400 francs.

* * *

Nous ne signalerons qu'en passant, l'augmentation de 12,200 francs prévue au poste des frais de justice. Elle se justifie comme une suite de l'augmentation du barème des traitements et de l'octroi éventuel de secours et de gratifications pour services supplémentaires.

A propos de l'article 23, la Commission spéciale a exprimé l'avis qu'il n'y a pas lieu d'accorder aux magistrats et fonctionnaires en général des jetons de présence, dans les commissions dont ils font partie, que si la chose se justifie et en tenant compte de cette considération que les fonctionnaires et les magistrats doivent tout leur temps à l'État et qu'il n'y a lieu de leur accorder un supplément de rémunération que dans des cas tout à fait exceptionnels.

M. le Ministre interrogé sur ce point a adressé à la Commission les quelques considérations ci-après :

« Aucune distinction n'est faite, au point de vue du droit de jeton de présence, suivant la profession ou la qualité du titulaire. Les magistrats, professeurs, fonctionnaires touchent ces indemnités au même titre que les autres membres. Tous, en effet, consentent, en faisant partie d'une commission, à s'astreindre à un travail supplémentaire auquel ils ne sont point tenus. Le Gouvernement à raison de la compétence spéciale, de l'activité, de certains d'entre eux, fait appel à leur concours. Il est juste que celui-ci ne reste pas sans rémunération. L'allocation d'un jeton de présence ne constitue d'ailleurs qu'une dépense minime eu égard à la tâche accomplie.

» L'allocation de jetons de présence aux membres des commissions créées pour faciliter la tâche des administrations publiques et éclairer le Ministre sur des questions d'ordre spécial ne peut être supprimée d'une manière générale.

» D'accord avec M. le Ministre des Finances et conformément aux instructions qui ont été données, il y a plusieurs mois déjà, mon Département tend à en limiter l'attribution.

» Voici la liste des commissions dans lesquelles des jetons de présence sont accordés et le relevé des sommes payées en 1921. »

	JETONS DE PRÉSENCE.	FRAIS DE ROUTE ET DE SÉJOUR.
Conseil de Législation Fr.	23,075	599 20
Commission d'examen d'officiers et d'agents judiciaires .	11,800	—
Id. Imprimerie Nationale	410	—
Id. Revision du Code civil	4,450	1,698 40
Id. Jury flamand	2,403	232 80
Id. Frais et dép. en mat. civile et commerciale.	9,395	1,925 30
Id. d'examen (administration centrale) . . .	3,028	—
Conseil supérieur de la bienfaisance	5,655	2,275 »
Commission consultative <i>Moniteur belge</i>	500	—
Id. des Anormaux	1,500	—
Commission centrale d'examen Adm ^m des prisons) .	5,000	—
Conseil supérieur des prisons	4,000	—
Commission bibliographique (Prisons)	1,000	—
Comité directeur du service d'anthropologie . . .	3,000	—
Commission de contrôle des films cinématographiques .	39,450	—
Id. d'inspection des écoles de bienfaisance . .	2,690	—
Id. de réorganisation de l'enseignement profes-		
sionnel dans les écoles de bienfaisance	4,050	—
Commission des frais de justice répressive	2,300	—

*
**

Les articles 29, 31 et 35, relatifs aux cultes, comportent une majoration de 24,600 francs pour le personnel des différents cultes et résultant de la création de nouvelles places reconnues indispensables.

A propos des pensions, un membre de la Commission a fait observer qu'il serait utile d'encourager les ecclésiastiques à entrer dans la voie de l'affiliation à des mutualités, en vue de s'assurer des pensions en rapport avec leur situation.

C'est une suggestion qui peut aussi être adressée à tous les fonctionnaires en général, de même à tous ceux qui, sans être fonctionnaires, ont intérêt à mettre leurs vieux jours à l'abri du besoin.

Nous arrivons au chapitre de la Bienfaisance.

C'est à ce chapitre que se rapporte une des majorations importante du budget, soit 4,963,000 francs.

L'article 38 prévoit un crédit de 10,000,000 pour les frais d'entretien et de transport d'indigents que la loi met à la charge de l'État. Le chiffre du même crédit en 1921 était de 7,000,000 ; mais il résulte des renseignements pris que la somme dépensée, durant les années antérieures, s'élevait de fait à 10 millions. Ce n'est donc pas en réalité une augmentation, c'est plutôt la régularisation du budget qui, ne prévoyant à cet article qu'un crédit insuffisant, mais non limitatif, n'était pas l'expression de la réalité.

M. le Ministre de la Justice nous a, en effet, fait parvenir la note suivante, en réponse à une question lui posée à ce sujet :

« L'article 38 ouvre un crédit non limitatif en vue de pourvoir aux frais d'entretien et de transport d'indigents que la loi met à la charge de l'État.

» Dans le principe, la dépense probable était fixée à 7,000,000 de francs.

» Depuis plusieurs années la dépense réelle atteint 10,000.000 de francs.

» C'est pour mettre le crédit fixé à l'article 38 du budget de l'exercice en cours, en concordance avec la réalité des faits, que l'augmentation de 3,000,000 de francs a été proposée. »

Que faire, en présence de ces indications, sinon s'incliner ? Le chiffre est énorme, sans doute, mais il ne dépend de personne de le réduire, puisqu'il n'est que le résultat d'un état de fait créé par la situation économique du pays. En somme, ce ne sont que des factures mises par la loi à la charge de l'État et que celui-ci ne peut même pas raisonnablement discuter.

La Commission spéciale n'a pu cependant s'abstenir d'exprimer son étonnement de voir ces dépenses prendre de pareilles proportions, alors que les statistiques démontrent que la population des établissements destinés à recevoir les indigents, a diminué dans des proportions considérables.

*
**

Si aucune réduction ne peut être faite sur l'article 38, en est-il de même du crédit de 530.000 francs de l'article 39 où se trouve une majoration de 50.000 fr. sur le crédit de 1921 ?

Il n'est pas possible de songer à reprendre aux œuvres énumérées dans le libellé de l'article, les subsides qui leur sont accordés.

La seule question qui peut se poser, est de savoir s'il faut étendre un subside à des affectations nouvelles, comme celle qui est proposée en faveur de « sociétés qui s'occupent d'études relatives à la bienfaisance ».

Personne ne songera à contester l'utilité de ces sociétés, mais l'on peut se demander si, dans les moments de détresse que nous traversons, il est bien nécessaire que l'État vienne à leur secours. La section n'a pas voulu modifier le libellé de l'article, tel qu'il est proposé, ni supprimer aucune des affectations indiquées, mais elle a estimé qu'elle ne pouvait consentir à la majoration de 50.000 francs portée au projet du budget.

*
**

Les articles 41, 42 et 43 préoyaient dans le budget de 1921, des dépenses

s'élevant ensemble à 2.800.000 de francs. Cette année on nous demande pour ces crédits une majoration de 415,000 francs.

Alors qu'il s'élève de toutes parts des protestations contre le chiffre élevé des sommes que coûtent à l'État les Écoles de bienfaisance et les Institutions publiques de l'État, il est surprenant qu'il faille encore augmenter, dans une aussi forte proportion, le montant des frais généraux se rapportant à ces établissements.

La Commission a demandé la justification détaillée de cette augmentation et voici la réponse qu'elle a reçue :

« L'augmentation de 415.000 francs ne porte pas uniquement sur l'article 41, mais sur l'ensemble des articles 41, 42 et 43, qui correspondent à l'article 38 du budget de 1921.

» L'augmentation se répartit à raison de 315,000 francs pour l'article 41 et 100,000 francs pour l'article 43.

» L'augmentation de 315,000 francs portant sur l'article 41 se justifie comme suit :

» Asile-clinique pour mineurs syphilitiques, qui sera ouvert prochainement à Bruges fr. 50,000

» Salaires, spécialement ceux des ouvriers agricoles, qui étaient payés précédemment sur l'article 40 (article 43 actuel). 100,000

» L'article 43 ne présente cependant qu'une diminution de 50,000 fr. par rapport au budget de 1921.

» La somme demandée est nécessaire pour compléter l'outillage des écoles de bienfaisance, la mise en état du domaine agricole et certains travaux aux bâtiments.

» Organisation du système pavillonnaire ou sectionnaire dans les établissements existants; envoi des jeunes instituteurs et éducateurs pour les préparer à leur mission éducatrice, à l'école normale créée à l'établissement central d'observation de Moll par l'arrêté royal du 19 novembre 1921; augmentations réglementaires pour le personnel existant 165,000

315,000

» Le cadre du personnel de l'asile-clinique pour syphilitiques n'étant pas encore définitivement constitué, il n'est pas possible d'indiquer dès maintenant quel sera le traitement de chacun des nouveaux fonctionnaires ou agents à nommer

» Ils seront rémunérés conformément au barème fixé par l'arrêté royal du 12 juillet 1921. »

M. le Ministre ajoute quelques autres précisions à propos de l'article 43, mentionnant des crédits pour travaux extraordinaires :

« Le crédit inscrit à l'article 43 prévoit :

» Les sommes nécessaires pour payer les prestations supplémentaires d'ordre technique et scientifique fournies par le personnel de l'établissement central d'observation de Mol : 25,000 francs;

» Les visites faites aux élèves par les médecins spécialistes : 20,000 francs;

» Les services rendus par le personnel chargé de remplacer les agents absents, ainsi que les travaux extraordinaires imprévus;

» Sur les fonds de l'article 43, l'administration prélève aussi les indemnités accordées au personnel attaché aux nouveaux établissements et chargés de l'organisation des services avant l'ouverture de l'établissement. Ce crédit avait été majoré de 100,000 francs en vue de la création de nouveaux établissements.

» Cette majoration a été signalée dans la réponse précédente ; elle fait partie de l'augmentation totale de 415,000 francs par rapport aux articles 41, 42 et 43 (ancien art. 38 du budget de 1921).

» La création de nouveaux établissements étant provisoirement abandonnée, le crédit de l'article 43 peut être diminué de 100,000 francs et ramené au chiffre du budget de 1921.

» Cette réduction du crédit demandé fera l'objet d'un amendement au budget. »

Prenons acte tout d'abord de cette réduction de 100,000 francs consentie par M. le Ministre.

Mais la Chambre trouvera-t-elle que c'est suffisant ? N'y a-t-il pas lieu d'opérer une réduction beaucoup plus forte ?

Remarquons que l'article 41 ne vise que les traitements du personnel.

Les développements donnés à cet article, au projet de budget, justifient la majoration proposée par les augmentations réglementaires des traitements et la nomination d'agents à de nouveaux établissements qui ne sont pas encore ouverts.

Or, d'après la note de M. le Ministre, c'est tout autre chose. Il ne s'agit que très peu, dans la majoration de 315,000 francs, des augmentations réglementaires du personnel existant ; la grosse part doit servir à compléter l'outillage des écoles de bienfaisance, à la mise en état du domaine agricole, à des travaux aux bâtiments et surtout à une organisation toute nouvelle, mais très coûteuse, décrétée par un arrêté royal du 19 novembre 1921.

C'est donc du personnel nouveau et des travaux extraordinaires pour une organisation nouvelle !

Est-ce vraiment le moment ?

Ne semble-t-il pas que l'on doit s'arrêter dans la voie d'aussi coûteuses innovations ?

On constate d'ailleurs que la population des Écoles de bienfaisance et des institutions de l'État a diminué dans des proportions énormes ? Pourquoi le personnel ne suivrait-il pas une même proportion descendante ?

Et cependant voici qu'au lieu d'une diminution on nous propose une augmentation du nombre des employés !

La Section centrale estime que la majoration de crédit demandée pour ces prévisions n'est pas justifiée et elle propose à la Chambre des'en tenir au chiffre de 1921.

*
**

Les articles 44 et 45, qui concernent encore les Écoles de bienfaisance et les institutions publiques de l'État, demandent, eux aussi, un examen très attentif.

Ces crédits font, en effet, l'objet des plus vives critiques, non seulement au sein du Parlement, mais aussi au dehors.

En vue de procéder à cet examen, il importe de bien préciser d'abord de quelles écoles et de quelles institutions il s'agit.

Ce sont d'abord les *écoles de bienfaisance de l'État*, qui reçoivent exclusivement les mineurs mis à la disposition du Gouvernement ;

Ce sont ensuite les *institutions publiques de l'État*, qui sont affectées à toutes les catégories de mineurs placés conformément à l'article 5 du chapitre 1^{er} et à l'article 13, § 2, du chapitre II de la loi du 15 mai 1912, sur la protection de l'enfance.

Les écoles de bienfaisance sont au nombre de deux :

Celle de *Moll*, qui comprend actuellement 129 garçons ;

Celle de *Namur*, qui comprend 181 filles.

Pour la première, les crédits prévus au budget s'élèvent à la somme de 914,000 francs, ce qui représente annuellement, par élève, une somme de fr. 7,085.27.

Pour la seconde, les crédits sont de 673,000 francs, ce qui revient par élève à 3,717 francs.

Ces chiffres étonnent évidemment ; mais il faut noter que le chiffre de revient par élève provient de ce que la population de ces écoles a été considérablement réduite et que les frais généraux d'un établissement ne peuvent être diminués dans les mêmes proportions.

Les écoles de bienfaisance existent et doivent exister de par la loi. Il appartient au Gouvernement de veiller à ce que les dépenses y soient limitées strictement aux besoins : si leur population diminue, il semble que le personnel puisse aussi être diminué dans une certaine proportion. Il n'est pas possible à la Commission spéciale de donner des précisions à cet égard et elle doit compter sur la vigilance du Département de la Justice, auquel elle demande l'effort nécessaire en vue d'arriver à réduire des chiffres qui paraissent exagérés.

Avec plus de raison encore, devons-nous faire le même raisonnement, à propos des institutions publiques de l'État, qui constituent des œuvres d'un genre nouveau.

Elles sont au nombre de cinq :

Moll (établissement central d'observation) qui comprend 200 garçons ;

Ruyssede qui compte à Wyngthem 289 garçons et à Bernhem 70 filles ;

Saint-Hubert qui a recueilli 297 garçons ;

Uccle, enfin, où sont soignées 57 filles.

Ces établissements ont tous une part dans les articles 41, 42, 43, 44 et 45 du budget dont les crédits sont répartis entre eux comme suit :

à Moll, 1,199,000 francs, ce qui représente près de 6,000 francs par élève ;

à Ruyssede, 1,563,000 francs, soit 4,353 francs par élève ;

à Saint-Hubert, 1,413,000 francs, soit 4,737 francs par élève ;

à Uccle, 262,000 francs, ou 4,596 francs par élève.

Si l'on ajoute à ces crédits, les frais d'administration centrale afférant à ces institutions ; les salaires des ouvriers temporaires qui s'élèvent à 175,000 francs ; les augmentations de traitements, de salaires et de secours, pour lesquelles on prévoit un crédit de 100,000 francs ; les indemnités de résidence et familiale que l'on évalue à 160,000 francs, soit en tout plus d'un demi million ; il faut reconnaître que l'on dépense pour ces institutions au delà de toute mesure raisonnable.

Comment ne pas être tenté de réduire de pareilles dépenses ?

Et comment croire que cela n'est pas possible, alors surtout qu'il résulte de la comparaison des chiffres de la population de chacun des établissements, que celle-ci est réduite presque de moitié depuis 1914.

Voici en effet ces chiffres :

En 1914, les institutions de bienfaisance comprenaient une population scolaire de 2.046 élèves.

En 1922, cette population n'est plus que de 1.191 élèves.

Devant une aussi forte diminution du nombre des élèves, il semble que le personnel aurait dû être aussi diminué.

Or, en 1914, il y avait pour l'ensemble de ces institutions un personnel de 186 membres : instituteurs, contremaitres, éducateurs.

En 1922, ce nombre s'est élevé à 233.

Et l'on prévoit encore de nouveaux emplois !

La suppression de la majoration à l'article 41, empêchera certes la création de ces nouveaux emplois, mais ce n'est pas assez !

La Commission spéciale aurait voulu aller plus loin ; mais elle a préféré s'en rapporter à la décision de M. le Ministre de la Justice, qui jugera s'il n'est pas possible d'opérer de plus fortes réductions.

Elle fait observer que si, en général, il n'est pas possible de réduire le personnel au fur et à mesure que la population scolaire diminue, il est cependant parfois possible de fusionner des cours et d'éviter ainsi un nombre disproportionné d'instituteurs, de contremaitres et d'éducateurs.

Il est de toute nécessité qu'un travail se fasse en ce sens et que l'on arrive, pour le budget prochain tout au moins, à une réduction sensible de dépenses, sur l'utilité desquelles beaucoup de bons esprits sont sceptiques.

*
* . *

L'article 46 est porté de 4,500,000 francs à 6,000,000 de francs, soit une majoration de 1,500,000 francs.

Elle se justifie, disent les commentaires du budget, par l'accroissement du nombre des enfants de justice, ainsi que par l'augmentation de la journée d'entretien.

La Commission a désiré avoir quelques précisions ; elle a posé à M. le Ministre la question suivante :

Quel est le nombre des enfants et quelles sont les dépenses approximativement prévues pour chacun ou du moins pour les diverses catégories ?

Voici la réponse :

« Situation au 1^{er} janvier 1922. »

» 1^o Trois cents mineurs placés chez des particuliers au taux moyen journalier de 2.50 francs soit pour l'année 270.000 francs.

» N. B. — En outre, neuf cents mineurs environ sont placés gratuitement chez des particuliers.

» 2^o Trois mille neuf cent cinquante mineurs placés dans des institutions publi-

ques ou privées, sanatoria, etc., y compris la colonie pour anormaux de Moll, au taux moyen journalier de 5 francs, soit pour l'année 7.200.000 francs.

» N.B. — En outre nonante mineurs environ sont placés gratuitement dans des institutions.

» Dépense totale : 7 470.000 francs.

» Le crédit de 6.000.000 de francs demandé n'est pas limitatif.

» Cependant il convient de le mettre, autant que possible, en rapport avec la dépense réelle. Dans ce but, une somme de 1.500.000 francs peut être virée, de l'article 44 à 46.

» En effet, le crédit inscrit à l'article 44 dans le projet de budget de 1921, (article 59) était de trois millions. Ce crédit a été porté à 4.500.000 francs après les désaffectations de plusieurs écoles de bienfaisance et leur érection en institutions publiques de l'État par l'arrêté royal du 31 mars 1921; le crédit de 4.500.000 fr. a été maintenu dans le projet du budget pour 1922, qui a été dressé au mois d'août 1921.

» On prévoyait une très forte augmentation de la population des écoles de bienfaisance. L'expérience montre que ces prévisions ne doivent pas être maintenues. En conséquence, le crédit de l'article 44 peut être ramené à 3,000,000 francs et une somme de 1,500,000 francs peut être virée au crédit de l'article 46.

» Ce virement fera l'objet d'un amendement au budget. »

Il résulte de ces observations que le crédit, loin d'être exagéré, doit au contraire être encore augmenté.

Le virement proposé, dans la note qu'on vient de lire, de l'article 44 à l'article 46, ne modifiera en rien les dépenses de l'État.

Il est de nature à prouver seulement que les institutions publiques de l'État n'ont pas trouvé la faveur attendue.

L'on peut le regretter puisqu'une plus grande affluence des enfants aurait sans doute diminué le prix de revient; mais, d'autre part, il semble résulter de cette défaveur qui leur a été marquée, qu'elles ne répondent pas à toute l'utilité qu'on leur avait prêtée.

Nous ne croyons pas nous tromper, en disant que l'État n'a d'obligation légale que vis-à-vis des deux écoles de bienfaisance de Moll et de Namur.

Les autres institutions publiques sont nées d'un sentiment humanitaire fort louable, mais elles constituent pour la Nation une charge tellement onéreuse qu'il paraît sage d'en réduire tout au moins le nombre.

Sans doute, l'entretien des enfants placés par le juge des enfants est à la charge exclusive de l'État, mais il n'en résulte pas que l'État doive pour cela avoir des locaux et un personnel spécial.

La preuve en est que, de ces enfants, 5,919 sont placés dans des institutions privées, tandis que 875 seulement sont confiés aux institutions publiques.

Pourquoi ces derniers ne seraient-ils pas, eux aussi, confiés à des institutions privées?

Quelle économie pour l'État, s'il en était ainsi!

Les chiffres qui suivent en sont la démonstration éclatante.

Tandis, en effet, que le taux de la journée dans des institutions privées est fixé par le juge des enfants et varie de 2 francs à fr. 7.50, soit un prix moyen d'environ 5 francs, la même journée d'entretien a coûté à l'État, en 1921 :

aux Établissements de Ruysselede. fr.	15.61
à l'École de bienfaisance de Moll	11.95
à l'École de bienfaisance de Namur	8.76
à l'Établissement d'observation à Moll	16.16
à l'Établissement d'éducation à Saint-Hubert	23.69

Il est à présumer que les chiffres de 1921 seront quelque peu en baisse, mais qui ne voit que l'État, quand il veut lui-même remplir ce service, y va avec une telle largesse qu'il creuse un gouffre pour les finances publiques.

N'est-il pas grand temps de s'arrêter dans la voie dangereuse où l'on s'est engagé.

* * *

Le chapitre IX comprend les crédits affectés aux services des Prisons : c'est celui qui présente les plus importantes majorations.

A l'article 48 d'abord, 3,000,000 de francs d'augmentation.

Il s'agit de l'entretien, de l'habillement, du couchage et de la nourriture des détenus ; des frais de transfèrement et de voyage ; des articles de consommation et de transformation.

Le chiffre de 8,000,000 de francs porté aux prévisions n'est pas sans causer de la surprise, surtout si on le compare au crédit 1921, qui n'était que de 5,000,000 de francs.

La Commission spéciale a demandé des prévisions et voici ce que répond M. le Ministre de la Justice :

« L'augmentation signalée est plus apparente que réelle. Le crédit inscrit à l'article 48 est non limitatif.

» La somme de 3,000,000 de francs accordée en 1920 et en 1921 s'est trouvée, chaque fois, insuffisante.

» Les dépenses réelles effectuées se sont élevées, pour 1920 à 7,546,000 francs, pour 1921, à 7,266,000 francs, et ont dû être couvertes par des crédits supplémentaires.

» Le crédit demandé aujourd'hui (8,000,000 de francs) correspond donc à la dépense réelle présumée.

» Pour le surplus, je m'en réfère aux indications données dans le développement du budget (article 48). »

D'après ces explications, il ne s'agirait ici non plus que d'une régularisation des chiffres du budget, qui pour les années antérieures, étaient inférieurs à la dépense réelle.

Mais ce qui importe, c'est de vérifier en quoi consistent les dépenses faites, même antérieurement, sur ce poste qui présente une élasticité toute particulière.

Le fait que ce crédit est non limitatif peut permettre des dépenses indéfinies, sur l'utilité desquelles il est bien difficile d'être fixé.

La Commission spéciale tient à attirer l'attention du Département de la Justice sur le sens et la portée qu'elle entend donner à ce terme « non limitatif » : il doit

être entendu que le crédit ne peut être dépassé que si le caractère obligatoire et urgent de la dépense l'exige et à condition que le chiffre ne soit jamais grossi de façon démesurée.

Les termes vagues employés dans le libellé du budget : « articles de consommation et de transformation » ne doivent en tout cas signifier que des choses indispensables.

La Commission spéciale, voulant bien marquer son insistance sur ces réserves, a ramené le crédit au chiffre réellement dépensé durant l'exercice précédent.

Rien ne justifie une prévision d'augmentation sur les dépenses de l'an dernier et inscrire un chiffre plus élevé que les prévisions pourrait paraître un encouragement à la dépense.

C'est tout le contraire qui est dans les intentions de la Commission, qui demande à M. le Ministre un contrôle sévère de l'affectation des crédits en question.

Celui-ci doit être ramené de 8,000,000 à 7,266,000 francs.

* * *

L'article 49 : *salaires des détenus*, est porté, dans les prévisions, de 500,000 francs à 1,500,000 francs, soit une majoration de un million.

Pour justifier cette majoration, l'on soutient ici encore qu'elle n'est qu'apparente, mais que le travail des détenus étant mieux organisé, sera plus productif et qu'il s'en suivra une augmentation de recettes au moins égale au surplus de la dépense. Déjà, ajoute-t-on, l'article 32 du budget des voies et moyens prévoit sous le libellé : « produits divers des prisons », une majoration importante.

En réponse à cette explication, l'on fait remarquer que si même le travail devient plus productif, ce n'est pas une raison d'augmenter dans d'aussi larges proportions le salaire des détenus. Ceux-ci se trouvent évidemment dans une situation toute particulière qui n'a rien de comparable à celle des ouvriers de l'industrie privée. Quel motif pourrait-il y avoir de mettre leurs salaires au même niveau que les salaires de l'industrie libre ?

La Commission spéciale s'est rangée à cette manière de voir. Elle estime qu'il n'y a pas de presse à augmenter les salaires des prisonniers ; qu'il ne faut entrer dans la voie de cette augmentation qu'avec prudence et qu'en tout cas rien ne justifie, pour le présent budget, la majoration prévue.

Elle propose donc de laisser le crédit au chiffre antérieurement fixé : 500,000 francs.

A propos de ce poste, la Commission spéciale avait demandé, avant de prendre une décision, quelle était la répartition des sommes gagnées par les prisonniers.

Voici la réponse de M. le Ministre :

« Le prix de la main-d'œuvre (celui payé par l'entrepreneur) est frappé d'une retenue de 30 p. c. au profit de l'État, à titre de frais de gestion.

» Le surplus est attribué en totalité aux détenus non astreints au travail (prévenus, accusés, détenus politiques et pour dettes, condamnés de police), et, aux autres, dans les proportions suivantes : 3/10 pour les condamnés aux travaux forcés ; 4/10 pour les condamnés à la réclusion ; 3/10 pour les condamnés correctionnels.

» En ce qui concerne ces trois dernières catégories, la gratification est divisée en

deux parties égales ; la quotité réservée et la quotité disponible. Pour les autres, il n'est pas constitué de quotité réservée et ils ont la faculté de disposer du montant intégral de leur gratification, notamment pour l'envoyer à leurs parents.

» Quant aux trois catégories de condamnés, des prélèvements au profit des parents peuvent être autorisés sur la moitié de la quotité réservée pour les condamnés correctionnels et sur la quotité disponible pour les condamnés criminels.

» En outre, la quotité disponible peut être employée à l'achat de certains articles à la cantine. »

* * *

Bien vives ont été aussi les critiques à propos de l'élévation de 7,448,000 francs à 8,505,000 francs des crédits relatifs au personnel des prisons.

Encore une majoration de 1,057,000 francs.

Comme pour les écoles de bienfaisance, le personnel des prisons se multiplie encore !

Combien de nouveaux emplois en prévision ? Sont-ils vraiment justifiés ?

Ici encore la Commission spéciale demande s'il n'est pas possible de se servir, pour les nouveaux emplois qui seraient indispensables, du personnel existant.

Et y a-t-il lieu du reste de créer des emplois nouveaux ?

La réponse est liée à cette autre question : y a-t-il lieu de poursuivre les projets d'installations nouvelles, soit à Merxplas, soit ailleurs ?

La question est importante, car une dépense entraîne l'autre et de la réponse doivent dépendre d'autres majorations de crédit, notamment celles prévues aux articles 59 et 60, qui s'élèvent ensemble à 750,000 francs.

Pour prendre une décision, il importait de savoir quelles sont les dépenses dès maintenant engagées et sur lesquelles il n'est pas raisonnablement possible de revenir.

M. le Ministre a, sur ce point, donné les éclaircissements ci après :

« Les augmentations de crédit sollicitées au budget de 1922 sont destinées, principalement à permettre l'exécution des réformes telles que l'institution d'un établissement pénitentiaire à Merxplas, la création du travail des détenus.

» L'établissement de Merxplas doit comprendre quatre sections distinctes, une pour les jeunes condamnés de 16 à 21 ans (prison-école), une pour les épileptiques, une pour les tuberculeux et une pour les débiles mentaux.

» Ces diverses sections, on le sait, sont installées dans des bâtiments appartenant au Dépôt de Mendicité de Merxplas et pour l'occupation desquels l'Administration des prisons aura à payer un loyer.

» Tous les travaux d'aménagement étant faits en régie, à l'aide de la main-d'œuvre pénitentiaire, on ne peut pas dire qu'il y ait de ce chef des dépenses engagées, en ce sens qu'elles se rattacheront à des entreprises faisant l'objet d'un contrat. Mais au point où en est l'exécution des travaux relatifs à la section des épileptiques déjà occupée et qu'il s'agit seulement de compléter, et de la prison-sanatorium pour tuberculeux, travaux qui sont amorcés, la continuation s'impose.

» L'ensemble des dépenses comprenant le loyer des immeubles, l'aménagement et l'ameublement des quartiers des épileptiques et des tuberculeux représentent une dépense d'environ 300,000 francs (art. 59 du budget).

» Il va de soi que l'occupation de la prison-sanatorium par les détenus tubercu-

jeux entraînerait d'autres frais imputables sur d'autres articles du budget, tels par exemple l'habillement et les objets de couchage des détenus, etc., frais évalués à 180,000 francs (art. 48 du budget), et le personnel. Sur les 325,000 francs prévus pour compléter l'effectif des agents, conséquence de la création de l'établissement de Merxplas, une somme de 30,000 francs est déjà engagée (art. 52 du budget).

» Des neuf annexes psychiatriques mentionnées au budget, deux sont déjà occupées (celles d'Anvers et de Gand); une est à la veille de l'être (Forest); trois sont en construction (Mons, Liège et Louvain); les plans sont faits pour celle de Bruges (le devis est approximativement de 46,000 francs); celle projetée à Namur est encore à l'étude.

» L'Administration a renoncé par esprit d'économie à construire cette année, l'annexe de Saint-Gilles, et le crédit qui lui avait été accordé à cet effet, sur le budget extraordinaire (1,000,000 de francs), a été annulé.

» Quant aux dépenses pour le personnel de surveillance des annexes pour lequel il est prévu 180,000 francs, il n'y a d'engagée que la rétribution des agents attachés aux annexes en activité (Anvers et Gand), soit une somme totale de 40,000 francs.

» La réorganisation du travail comporte notamment la création d'ateliers où les détenus travailleraient en commun. Il entre dans les intentions de l'Administration d'établir de semblables ateliers à Malines (fabrication de couleurs), à la prison centrale de Louvain (imprimerie), à la prison section secondaire de cette ville (forge), à Forest (atelier de couture pour femmes).

» Tous les produits de ces ateliers sont destinés soit aux prisons elles-mêmes soit aux administrations publiques. Aucune dépense n'est encore engagée sur ce poste, dont le montant s'élève à une soixantaine de mille francs (articles 59 et 60).

» En ce qui concerne l'augmentation du chef des salaires des détenus 1 million de francs) pour la justification de laquelle je me réfère aux développements du budget (article 49), aucune dépense n'est non plus engagée. »

La question qui se pose est donc de savoir si la Chambre doit se contenter de voter les crédits dans les limites strictes des dépenses engagées ou si elle veut au contraire laisser le champ libre au Département de la Justice, pour continuer les perfectionnements du système pénitentiaire, dans le sens des réformes annoncées par M. le Ministre de la Justice.

Disons tout de suite que la question ne se pose qu'au point de vue budgétaire et qu'il ne s'agit pas de remettre en question l'utilité de ces réformes.

Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'elles constituent un progrès et il n'est dans l'esprit de personne de vouloir les combattre en principe.

Mais, comme pour un grand nombre d'autres réformes utiles, c'est la question des possibilités financières qui se dresse devant le Parlement.

Il est indéniable que la réalisation des réformes projetées : création de laboratoires anthropologiques, d'annexes psychiatriques, d'ateliers communs; aménagement des établissements de Merxplas où l'on se propose d'établir une prison-école, une ferme, un sanatorium pour tuberculeux, une prison pour épileptiques

et débiles mentaux, et surtout nomination d'un personnel nombreux attaché à toutes ces institutions nouvelles; il est indéniable, disons-nous, que ces innovations, quel qu'en soit le mérite, ne peuvent qu'entraîner des dépenses dont le chiffre est effrayant.

D'après les renseignements donnés par M. le Ministre, on renoncerait provisoirement à la réalisation de certains travaux demandés, notamment à l'annexe prévue à la prison de Saint-Gilles : mais faut-il s'arrêter là et la Chambre ne préférera-t-elle pas remettre à plus tard l'ensemble des réformes prévues, c.-à-d. jusqu'à ce que la situation financière permette au Pays de se donner des institutions pénitentiaires parfaites.

La question n'est posée qu'au point de vue budgétaire, mais c'est le point de vue qui doit, pour le moment, dominer la décision à prendre.

Il n'y aurait pas d'avance de se donner le luxe de tous ces perfectionnements, si, demain, l'état de nos finances devait nous contraindre à les abandonner.

Le crédit demandé contient des prévisions que la Chambre est tout à fait libre de ne pas réaliser.

Il en est ainsi d'abord des emplois nouveaux prévus à Ypres et à Audenaerde et pour lesquels on prévoit 60,000 francs. L'urgence de ces emplois ne paraît pas évidente.

Il en est encore ainsi des dépenses prévues pour les annexes psychiatriques de Forest, de Mons, de Liège, de Louvain, de Bruges et de Namur, au sujet desquelles on prévoit 140,000 francs de traitements nouveaux. Cependant, à Forest et à Louvain, le nouvel organisme est déjà en fonctions; mais tel qu'il est, il peut rendre les services attendus; il s'agit d'en perfectionner l'outillage et d'en compléter le personnel. Ne faut-il pas remettre cette dépense à plus tard?

De même pour le Sanatorium destiné aux tuberculeux et le quartier des débiles mentaux, projetés à Merxplas! Faut-il poursuivre les installations coûteuses que nécessitent ces deux innovations, dont personne ne discute la grande utilité, mais pour lesquelles il faudra créer pour 200,000 francs d'emplois nouveaux?

Le Sanatorium est en grande partie construit; il ne s'agit plus que d'en compléter l'aménagement : déjà même il y a une ébauche d'organisation et une partie du personnel est choisi.

Faut-il en retarder le fonctionnement et refuser le crédit destiné à une réforme si hautement humanitaire?

Qui ne serait tenté de répondre que cela n'est pas possible?

Et cependant il a fallu imposer silence à tous ces arguments de sentiment : devant la situation financière, la Commission a retranché du crédit de l'article 52, les 400,000 francs dont nous venons d'énumérer le détail.

Encore une fois, c'est pour elle une crève-cœur d'arrêter le développement des réformes proposées; mais, ce faisant, elle obéit à un devoir impérieux, celui de ménager les finances de l'État.

La Pays ne lui pardonnerait pas d'agir autrement.

Le crédit a donc été réduit à 8,105,000 francs.

*
* *

Cette réduction doit nécessairement avoir sa répercussion sur le chiffre de

L'article 59 qui comprend lui aussi une augmentation de 2 0.000 francs.

Celle-ci se justifiait, d'après les développements du budget, par l'extension des réformes pénitentiaires. Du moment que l'on y renonce, le crédit de l'article 59 doit être réduit de la majoration prévue.

La Commission spéciale propose donc de ramener ce poste au chiffre de 1921, soit 1.050,000 francs.

* *

L'article 60 qui s'élève à 500,000 francs est encore un crédit nouveau.

Il est destiné à pourvoir à la nouvelle organisation du travail dans les prisons ; celle-ci nécessite la création de nombreux ateliers, dont les produits sont destinés aux administrations publiques.

Ce ne serait donc pas une dépense improductive.

D'autre part, l'article 72 propose un crédit nouveau, s'élevant à 1.850.000 fr, et destiné à l'acquisition du bois et de l'outillage pour le fonctionnement des ateliers existant ou à créer.

Il semble que les deux crédits des articles 60 et 72, qui constituent à eux seuls, pour le budget, une augmentation de 2,350,000 francs, ont le même objet.

La Commission a, relativement à ce point, posé la question suivante :

« A l'article 72, la Commission s'est demandée quelle est la différence entre la nature des matières prévues à l'article 60 et celle du bois prévu à l'article 72.

» En quelle mesure le bois prévu à l'article 72 est-il une matière première et en quelle mesure un outillage ?

» Y a-t-il une recette correspondante au budget des Affaires Économiques ? »

RÉPONSE.

« Les matières premières prévues à l'article 60 et le bois prévu à l'article 72, ont une destination tout à fait différente.

» Les matières prévues à l'article 60 servent exclusivement pour la confection d'objets en relation avec les commandes adressées au Service Central du Travail par les autres départements.

» Le bois prévu à l'article 72 sert seulement pour la confection des charpentes, portes, fenêtres, planchers et boiseries nécessaires pour la construction des ateliers des prisons. C'est pour cette raison que le bois figure à l'article 72, puisqu'il s'agit de l'organisation et de l'installation des ateliers. »

» La somme de 1,850,000 francs doit évidemment être portée en recettes au Ministère des Affaires Économiques. »

Ces explications sont, semble-t-il, de nature à calmer les scrupules.

Du moment que la dépense accusée au budget de la Justice trouve son pendant en recettes à un autre budget de l'État, il n'y a pas lieu d'insister.

* *

Une dépense qui a été mise en relief et au sujet de laquelle, tant en sections qu'au sein de la Commission, des explications ont été demandées, c'est la question des bibliothèques.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les différents budgets pour voir que chacun comporte différents postes relatifs à cet objet.

La Commission spéciale a posé à M. le Ministre la question suivante à propos de l'article 55 du budget :

» L'article 55 a été l'objet de plusieurs critiques.

» On demande notamment si la publication prévue ne va pas faire double emploi avec d'autres publications.

» N'y a-t-il pas lieu de prendre l'initiative de centraliser les différentes bibliothèques existant dans divers Départements ?

» De cette façon, n'éviterait-on pas le double emploi des publications ? »

RÉPONSE.

« La revue *La Protection de l'enfance* est la seule en Belgique qui s'occupe spécialement des enfants délinquants. Son objet est complètement différent de celui des autres revues avec lesquelles elle ne pourra être confondue.

» Il n'y a donc pas double emploi.

» La bibliothèque du Ministère de la Justice est une bibliothèque spéciale d'ouvrages de droit qui sont mis à la disposition des fonctionnaires de ce département, de ceux des autres départements et de magistrats. La matière des achats appartient à un domaine bien précis, accessible seulement à des spécialistes ; le double emploi avec des publications acquises dans d'autres ministères doit être bien rare s'il existe.

» D'autre part, la centralisation des différentes bibliothèques départementales provoquerait une perte de temps telle, pour ceux qui doivent journellement avoir à leur disposition les ouvrages et documents nécessaires pour leurs travaux, qu'elle entraînerait plus d'inconvénients que d'avantages.

■ La bibliothèque du Ministère de la Justice publiera, au début de l'année 1923, un catalogue imprimé de ses collections.

» Ce catalogue sera distribué dans tous les départements et étendra encore l'usage de la bibliothèque. »

Malgré les raisons données, la Commission estime qu'il y aurait lieu d'examiner de près le moyen de centraliser les différentes bibliothèques existant dans les divers départements.

Peut-être la critique n'avait-elle pas sa place à l'article 55, mais il est indéniable qu'il y a beaucoup de revues qui font double emploi et que l'on éviterait ces abus s'il existait un service central qui centraliserait tous les services éparpillés dans les différents Départements.

Pareille mesure n'exclurait pas, cela va de soi, la faculté d'avoir, dans chaque ministère, les livres et recueils d'emploi journalier.

* *

La dépense de 50,000 francs prévue à l'article 74 est-elle utile ? La publication prévue n'offre-t-elle pas plutôt un certain danger ?

A cette question M. le Ministre a répondu :

« La publication d'un répertoire coordonné des lois en vigueur, entreprise par le Conseil de législation, revêt un caractère d'utilité incontestable. Ce travail ne peut, dans les circonstances actuelles, être mené à bonne fin par l'initiative privée ; les frais qu'entraîne pareille publication sont trop élevés pour qu'on puisse songer à l'entamer sans le secours des pouvoirs publics. L'intervention du

Conseil de législation permet de réaliser ce travail dans les conditions les plus favorables, tant au point de vue de la valeur de la publication, qu'en ce qui concerne les frais qu'elle doit entraîner. L'œuvre est d'ailleurs partiellement accomplie ; il serait fâcheux, en supprimant les crédits nécessaires, de perdre le bénéfice du travail déjà fait.

» L'œuvre accomplie n'aura d'ailleurs d'autre valeur que l'autorité doctrinale qui s'attache à ceux qui en sont chargés. Elle mettra à la disposition de tous les praticiens du droit un instrument de travail qui facilitera leur tâche et leur évitera les recherches qu'ils doivent faire pour retrouver, sur une matière déterminée, une législation touffue dont la coordination est souvent délicate et difficile. »

L'article est donc maintenu.

* * *

Le Gouvernement a déposé un double amendement à son budget.

L'un propose à l'article 4 une augmentation de 10,000 francs pour assurer le service de documentation du Département ; l'autre, un article 75 nouveau, portant un crédit de 59,000 francs pour la construction d'une nouvelle église et d'un presbytère à Arlon.

La Commission propose l'adoption de ces deux amendements.

* * *

En résumé le projet de budget pour 1922, tel qu'il est proposé par la Commission spéciale, s'élève à 111,500,200 francs, alors que le budget de 1921 se chiffrait par un total de 102,574,000 francs.

Et voilà à quoi se réduit l'effort, cependant très sincère, de la Commission spéciale ! C'est-à-dire à une réduction qui ne ramène même pas le budget de 1922 au niveau du budget de 1921.

L'ensemble des nouvelles réductions proposées s'élève à 2,721,900 francs ; ce qui laisse encore un surplus de dépenses de près de 9 millions.

Cependant les modifications apportées, quelque légères qu'elles soient, marqueront tout au moins dans la marche progressive des dépenses, un arrêt dont l'importance peut avoir une heureuse répercussion, non pas tant pour les budgets présents, mais surtout pour les budgets à venir.

Le Rapporteur,
JULES PONCELET.

Le Président,
ÉMILE BRUNET.



Amendements proposés par la Commission.

ART. 2. — Diminuer le crédit de.	 fr.	85,000
ART. 4. — Augmenter	—	10,000
ART. 6. — Diminuer	—	25,000
ART. 15. —	—	9,700
ART. 17. —	—	34,200
ART. 59. —	—	50,000
ART. 41. —	—	160,000
ART. 43. —	—	100,000
ART. 44. —	—	1,500,000
ART. 46. — Augmenter le crédit de.		1,500,000
ART. 48. — Diminuer	—	544,000
ART. 49. —	—	1,000,000
ART. 52. —	—	400,000
ART. 57. —	—	200,009
ART. 73 (nouveau). — Inscrire un nouveau crédit de		59,000

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN JUSTITIE VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

Telken jare biedt de begrooting van het Ministerie van Justitie de gelegenheid om sommige algemeene vraagstukken in overweging te nemen, welke eigenlijk geen rechtstreeksch verband houden met de begrooting, doch nauw in betrekking staan met de rechtsbedeeling.

Ook dit jaar, werden enkele dezer vraagstukken door de afdeelingen der Kamer, en naderhand door de Bestendige Commissie van Justitie en de Middenafdeeling te berde gebracht.

De eerste dier kwesties betreft de rechterlijke organisatie.

Na den oorlog, in verband met het ontzaglijk aantal zaken die bij de hoven en rechtbanken aanhangig waren, was het Parlement genoodzaakt, ten einde eene spoedige afhandeling van die zaken mogelijk te maken, voorloopige maatregelen te treffen, en inzonderheid het personeel der gerechtskamers te verminderen, zoodoende, anderzijds, het aantal gerechtskamers vermeerderend.

Dit voorloopig stelsel moest slechts twee jaar duren, doch het was

(1) Begrooting, n^o 24iv.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1. De leden van de *Bestendige Commissie voor de Justitie en de Burger- en Strafrechterlijke Wetgeving* : de heeren Brunet, voorzitter, Buisset, Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, Hallet, Mabillet, Mechelynek, Meysmans, Neven, Pierco, Poncelet, Sinzot, Soudan, Tschoffen en Van Dievoet.

2. *Zes leden benoemd door de Afdeelingen*: De heeren Verachtert, du Bus de Warnaffe, de Burlet, Sinzot Flagey en Vandervelde.

noodig den duur ervan te verlengen : eerst in September 1923 moet het een einde nemen.

Men is het eens om, na dien datum, de rechterlijke organisatie voorgoed te regelen. Doch, welke zal die organisatie zijn?

De vraag is van uiterst groot belang en het is niet overbodig van nu af aan de aandacht der Kamer er gansch bijzonder op te vestigen.

Geheel ons rechterlijk stelsel staat hier op het spel.

Zal men eenvoudig terugkomen tot de vroegere inrichting? Zal men haar liever een totale omwenteling doen ondergaan, of zal men zich beperken tot enkele min of meer grondige wijzigingen?

Waar het vooral om gaat is te weten welke plaats in deze nieuwe inrichting zal toegekend worden aan de reeds zoo lang ontworpen, maar nog steeds zoozeer betwiste instelling van den alleensprekenden rechter.

De tijdelijke wet waagde een schuchtere proef. Deze proef gelukte er niet in dezen te bekeeren of te overtuigen die tot hiertoe de hervorming bekampt hadden als zijnde ondoeltreffend om de afhandeling der zaken te bespoedigen en vooral als zijnde gevaarlijk met het oog op het aan het gerecht verbonden gezag. Was zij maar een aanmoediging, of was zij niet veeleer eene teleurstelling voor hen die er eene verbetering van ons gerechtelijk stelsel in zagen?

Zeker is het, dat de hervorming nog steeds zeer hevige, en bijna algemeene bestrijding vindt.

Blijkbaar denkt in elk geval er niemand aan, het stelsel voorgoed te bekrachtigen dat in 1919 voorloopig aangenomen werd en waartegen zoovele bezwaren werden ingebracht; men kan ook beweren dat, indien de rechtsmacht van den alleensprekenden rechter in onze rechtbanken van eersten aanleg gehandhaafd blijft, dit slechts zal geschieden mits een algeheele herziening van de bepalingen waarbij zijne bevoegdheid thans geregeld wordt.

Uit de door de wet genomen proef is trouwens gebleken dat, indien men de gerechtszaken inderdaad spoediger wil zien afhandelen, men niet alleen de inrichting der gerechtskamers moet wijzigen; ook dient men na te gaan of het middel om de rechtbanken te ontlasten, niet elders moet worden gezocht, bij voorbeeld, in de verbetering der wetten tot regeling van bevoegdheid en rechtspleging, in eene betere verdeling van den arbeid onder onze verscheidene rechtsmachten en ook in eene strijtere naleving van de reglementen waarbij voor de behandeling der zaken een bepaalden tijd wordt voorbehouden.

Wij zeggen eerst : *Verbetering der wetten tot regeling van rechtspleging en bevoegdheid.*

Hoeveel tijd gaat verloren wegens vormvereischen in de rechtspleging waarvan het nut niet meer wordt ingezien of wegens betwistingen in zake bevoegdheid, waarvan het uitsluitend belang meestal daarin bestaat dat zij de geduchte uitspraak vertragen, welke een gezonde rechtsbedeeling zou willen bespoedigen !

Betere verdeeling van den arbeid.

Welk verschil tusschen de koortsige bedrijvigheid van sommige overlaste rechtbanken en de gedwongen werkzaamheid van vele andere! Dit is een jammerlijke toestand die deels te wijten is aan de wetten op de bevoegdheid waardoor het mogelijk is de zaken aan hun natuurlijke rechter te onttrekken en welke voor gevolg hebben dat de kennisgeving van talrijke gedingen, die men zou moeten trachten te verdeelen onder al de rechtbanken van het Rijk, thans in handen blijft van enkele aanzienlijke rechtbanken.

Stiptere naleving der werkuren.

In hoeveel rechtbanken worden de terechtzittingen op het reglementaire uur geopend? In hoeveel rechtbanken duren zij tot het uur waarop zij regelmatig dienen geheven? Vergeten de magistraten niet al te dikwijls dat zij alle werk moeten staken om de openbare terechtzittingen te openen op het uur door het reglement vastgesteld?

Ziet men zoo wat overal niet een tegenovergestelde gewoonte ontstaan, die misschien den rechters-zelf beter past, maar dikwijls onaangenaam en zelfs onvriendelijk is tegenover hen die moeten wachten tot wanneer het den rechters belijft te beginnen?

En met het oog alleen op de bespoediging der rechtsbedeeling, diende er niet aan herinnerd dat de voor de terechtzittingen bepaalde tijd niet mag worden gewijd aan beraadslagingen, aan verschijningen voor de Raadskamer, of aan welke verrichtingen ook die buiten de openbare terechtzittingen vallen?

Al die vragen verdienen belangstelling.

Ten andere, reeds heeft de Minister van Justitie een ontwerp van wet op de bevoegdheid ter tafel gelegd; hij heeft beloofd zijn ontwerp op de rechterlijke organisatie zoo spoedig mogelijk in te dienen en, ten slotte, was hij zoo welwillend op eene door ons gestelde vraag te antwoorden « dat hij aan de rechterlijke autoriteiten een verslag had gevraagd over de naleving der reglementsbepalingen betreffende het openingsuur der terechtzittingen en der beraadslagingen. »

Tot de rechterlijke inrichting behoort ook de kosteloze rechtsbijstand. Over het algemeen wordt geklaagd over de misbruiken in zake *Pro Deo*, misbruiken waardoor het mogelijk wordt ongegronde rechtsvorderingen in te stellen, die niettemin voor onze Rechtbanken aanleiding geven tot tijdverlies en niet-invorderbare, soms aanzienlijke kosten. Al te dikwijls verleenen de Rechtbanken zonder grondig onderzoek eene gunst, die slechts zou moeten worden toegestaan met veel omzichtigheid en voorzorg.

In nauw verband met de kwestie van den kosteloozen rechtsbijstand staat die van de bezoldiging der deurwaarders, want de deurwaarders zijn de voornaamste slachtoffers van de misbruiken waarop wij hier wijzen. Het *Pro Deo* noopt hen inderdaad tot soms zeer lastige dienstverstrekkingsen, waarvoor zij niet het minste loon ontvangen, en zelfs tot uitgaven die niemand heeft terug te betalen.

Bezwaarlijk kan men in een begrooting, die men zoo veel mogelijk wil inkrimpen, nieuwe jaarwedden voorstellen. Het komt er nochtans op aan een einde te maken aan een onrechtvaardigen toestand.

Vele deurwaarders, die door de wet gedwongen worden sommige gewichtige ambtsplichten te vervullen, worden voor de bewezen diensten niet betaald.

In den loop van de laatste jaren, werd daarover bij den Minister en zelfs bij het Parlement herhaaldelijk geklaagd; tot nog toe echter werd aan die klachten niet het onthaal voorbehouden, waarop zij blijkbaar recht hadden.

De zaak kan nochtans niet blijven duren en dient opgelost : de Kamer moet trachten het middel te vinden om deze categorie landsdienaren naar billijkheid te bezoldigen.

De Minister, ondervraagd nopens zijne inzichten op dit gebied, gaf voor antwoord :

« Het vraagstuk van de aan de deurwaarders toe te kennen bezoldiging werd reeds onderzocht. Ik kan slechts verwijzen naar het advies door mijn geachten voorganger uitgedrukt bij de behandeling van de begrooting van Justitie voor het jaar 1921, te weten :

» De heer Poncelet dringt anderzijds met nadruk en sedert geruimen tijd aan opdat geregeld zou worden hetgeen ik noemen zal de kwestie van het minimum-loon van den deurwaarder. Hij zou dezen een bedrijfsinkomst van ten minste 400 frank per maand willen waarborgen.

» Ik betreur dezen weg niet te kunnen opgaan of zelf het beginsel van het voorstel niet te kunnen bijtreden. De deurwaarders, inderdaad, zijn geen Staatsambtenaren en het is dan ook onmogelijk hun eene minimumwedde te verzekeren. Ik moet er bij voegen dat het te vreezen zou zijn dat, voor sommigen onder hen, deze minimumwedde tot verslapping van hun dienstijver zou leiden.

« Ik meen dus geen gunstig gevolg te kunnen geven aan het voorstel van den achtbaren verslaggever. Ik voeg erbij dat in feite aan den toestand der deurwaarders van nu af aan ernstige verbetering is gebracht. Inderdaad, bij Koninklijk besluit van 22 April 1920 werden de vergoedingen van de deurwaarders ter rolle van 200 tot 300 t. h. opgevoerd; vervolgens werd het tarief in strafzaken en het tarief der kosten en uitgaven in burgerlijke zaken met 50 t. h. verhoogd, in afwachting van de uitslagen der werkzaamheden waartoe deze tarieven thans aanleiding geven.

» Ik voeg erbij, Mijne Heeren, dat de herziening van het tarief in strafzaken eerlang een afgedane zaak zal zijn. »

Het tarief in strafzaken werd herzien (Kon. besl. van 1 September 1920). De herziening van het tarief der kosten en uitgaven in burgerlijke zaken zal ook niet lang meer uitblijven.

» Ten slotte, zal een nieuwe wetgeving in zake rechtsbijstand voor gevolg hebben den toestand der deurwaarders te verbeteren. »

In dit antwoord geeft de Minister van Justitie zeker blijk van goeden wil, doch voor de belanghebbenden is het antwoord veeleer ontmoedigend.

Men vergeet dat het voor sommigen onder hen niet volstaat de tarieven in burgerlijke- of handelszaken te verdubbelen, laat staan te verdriedubbelen; dat het zelfs niet zou volstaan voortaan hunne ambtsbemoeiingen te bezoldigen in *Pro Deo* zaken, aangezien zij maar zelden exploiten te beteekenen hebben.

Ons dunks, dient men anders te redeneeren. De wet eischt dat er een deurwaarder per kanton weze; zij legt hem plichten op en verbiedt hem een ander ambt waar te nemen; zij moet hem dan ook het bestaan verzekeren. En dat doet zij niet. Men heeft beweerd en men mag nog gerust beweren dat er deurwaarders zijn die, alhoewel gezinshoofd, geen duizend frank's jaars winnen. Dit is een onduidbaar misbruik; in tegenwoordigheid van den algemeenen stormloop naar loonverhooging, ware het niet te begrijpen dat men een categorie beambten, wier medewerking door de wet wordt opgelegd en die, zooals iedereen, recht hebben op wat noodig is om te leven, aan ellende zou prijs geven.

Misschien zal de Minister van Justitie het vraagstuk opnieuw willen onderzoeken en zal hij er in toestemmen het initiatief te nemen van een ontwerp, dat bij de Kamer een gunstiger oor zal vinden dan de voorstellen die tot hiertoe werden ter tafel gelegd; aldus zal hij misschien een einde kunnen maken aan een toestand die, zonder overdreven strengheid, abnormaal en onrechtvaardig kan genoemd worden.

Men vergisse zich niet!

De verhooging der tarieven zal het kwaad waarop wij hier wijzen geenszins verhelpen, terwijl zij anderzijds tot deze niet gewenschte uitslagen kan leiden: vermeerdering der gerechtskosten, ten eerste, en ten tweede, nuttelooze loonsverhooging van de deurwaarders die dezen nieuwen steun der wet niet behoeven.

Want daar zijn deurwaarders die wegens hun ambt, aanzienlijke inkomsten genieten, en zij zijn het vooral, die voordeel zullen trekken uit de tariefverhoogingen: de toestand der anderen, in wie wij belang stellen, zal er weinig of niet bij gebaat zijn.

De bijzondere Commissie hield zich bezig met de onlangs door het beheer van sommige sequesters verwekte schandalen. Zij vraagt dat de openbare meening gerust gesteld worde en dat men, in zake het toezicht waarmede het Parket belast is, maatregelen zou treffen, die voortaan geen mogelijkheid laten om het minste bedrog te plegen.

De Minister liet desaangaande de volgende nota toekomen:

« Naar luid van artikel 8 van het besluit-wet d.d. 10 November 1918 en van artikel 9 der wet van 17 November 1921, worden de sequesters benoemd door den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg. Luidens artikel 16 van voormeld besluit-wet wordt het toezicht op de sequesters uitgeoefend door den Procureur des Konings, bij wien de sequester geregeld verslag uitbrengt; luidens artikel 22 der wet van 17 November 1921, wordt het toezicht op de sequesters uitgeoefend door het openbaar ministerie dat kan

worden bijgestaan door de ambtenaren der domeinen aangeduid door den Minister van Financiën, op verzoek van den Procureur-Generaal.

In een verslag zette onlangs de Procureur-Generaal van het Hof van beroep te Brussel de maatregelen van algemeenen aard uiteen, welke hij genomen heeft om op het beheer der sequesters een zoo doeltreffend toezicht mogelijk te verzekeren.

« Den 10^{en} April 1919, zoo schreef hij me, heb ik onder N^o 30975 aan de Procureurs des Konings van mijn rechtsgebied de volgende onder-richtingen gestuurd, en telken male dat ik de gelegenheid had heb ik hen persoonlijk aangespoord om die onderrichtingen stipt na te leven :

» Artikel 16 van het besluit-wet van 10 November 1918, belast u met het toezicht op de verrichtingen der sequesters van vijandelijke goederen en legt aan de sequesters de verplichting op geregeld verslag bij u uit te brengen.

» Dit belangrijk deel van uwe opdracht, waarin uwe verantwoordelijkheid ten eerste betrokken is, verdient ten volle uwe aandacht en uwe zorgen.

» De verslagen van de sequesters moeten geregeld ingediend worden op de door u bepaalde tijdstippen en ten minste eens om de drie maand, en gij zoudt niet moeten aarzelen in de vervanging te voorzien van den sequester die u op de gestelde tijden geen verslagen zou toezenden die volledig en omstandig genoeg zijn.

» Gij moet bekomen dat bij elk verslag een uittreksel uit de boekhouding worde gevoegd dat u in staat stelt u rekenschap te geven van het beheer en van den toestand van het inkas. Gij moet de overlegging eischen van de bewijsstukken dier boekhouding telkens als die mededeeling door u wensche-lijk zal worden geacht.

« Artikel 11 van gemeld besluit legt aan den sequester ten strengste de verplichting op in de Depositio- en consignatiekas of in welke andere door den Voorzitter aan te duiden inrichting het gereed geld ter bewaring te geven welke hij in zijn bezit krijgt.

» Dit ook is eene bepaling welke gij nauwgezet moet doen naleven. De Nationale Bank en hare filialen zijn, mij dunkt, gansch geschikt om door den Voorzitter bij voorkeur op alle andere bankinrichting aangewezen te worden, behoudens door hem te beoordeelen uitzonderingsomstandigheden.

» In elk geval moeten de bedragen welke een sequester in zijn bezit heeft in een bankrekening nooit vermengd worden met sommen die den sequester persoonlijk toebehooren of met sommen die hij in welke andere hoedanig-heid ook in zijn bezit heeft. De sommen die hij als sequester ter bewaring geeft moeten in de Bank het voorwerp uitmaken van een bijzondere rekening die uitsluitend gebezigd wordt voor de verrichtingen van den sequester en waarvan de loop zal aangeduid zijn in de boekhouding welke bij zijne verslagen zal gevoegd zijn ».

Ten slotte, moeten de sequesters overeenkomstig mijn omzendbrief van 5^{en} dezer n^o 20042, de fondsen die zij in hun bezit hebben beleggen in schuldbrieven der binnenlandsche leening 5 t. h., Nationaal herstel, indien zij niet meenen te voorzien dat zij de fondsen anders zullen hebben te gebruiken. De schuldbrieven dienen op naam te zijn; zijn zij aan toonder,

dan zult gij u de redenen doen opgeven welke den sequester zouden belet hebben schuldbrieven op naam te nemen en er voor zorgen dat de schuldbrieven aan toonder die onder het beheer van een sequester staan in open rekening gedeponceerd worden in de voor de bewaargeving der fondsen aangedeide inrichting en dat zij er eveneens het voorwerp uitmaken van een bijzonder deposito.

« Het belang van deze voorschriften zal u wel niet ontgaan en ik reken op uwen ijver om de stipte en volledige tenuitvoerlegging ervan te verzekeren. »

Op 21 Maart 1921 werden onder n° 19393 die onderrichtingen van 10 April aan al de parketten van het rechtsgebied in herinnering gebracht onder de volgende bewoordingen :

« Ik vestig andermaal uwe aandacht op mijne onderrichtingen betreffende het gebruik dat al de sequesters van vijandelijke goederen moeten maken van de geldsommen welke zij als zoodanig in hun bezit hebben, en in't bijzonder op de bepalingen dienaangaande vervat in mijne aanschrijving van 10 April 1919, n° 30975. Gelieve deze onderrichtingen den sequesters in herinnering te brengen en hen uit te noodigen u, vóór 15 April aanstaande, de deposito-bewijzen mede te deelen van de door hen gedane bewaargevingen in open rekening, overeenkomstig gemelde aanschrijving. »

« Bij het onderzoek, waaraan gij de verslagen der sequesters zult hebben te onderwerpen, zult gij zorg dragen na te gaan of zij de geldsommen welke zij moeten beheeren gebruikt hebben overeenkomstig mijne onderrichtingen. »

« De kwestie betreffende de sequestraties en de tegeldemaking van de in bewaring gegeven goederen behooren bovendien tot de bevoegdheid van het Departement van Financiën. »

*
* *

Een groot vraagstuk dat stilaan op den voorgrond treedt en waarover in de afdeelingen gedachtenwisselingen plaats hadden, is de huishuurskwestie.

Moet in deze zoo kiesche kwestie een nieuwe wet worden gemaakt ?

Al zou men *neen* antwoorden, toch zal het gebeuren. En trouwens, reeds publiceeren de dagbladen het voorontwerp der met dit doel door den Minister van Justitie benoemde commissie.

Men heeft er zich dan ook maar bij neer te legen ; het vraagstuk komt vóór het Parlement en het komt er nog slechts op aan de beste oplossing te zoeken.

Dient de thans geldende wet verlengd ? Dient zij gewijzigd ? Dient men niet veeleer tot het stelsel der vrijheid terug te keeren ?

Dit is het problema en de drie oplossingen vinden hardnekkige voorstanders.

Moge het ons door den Minister overgemaakte ontwerp de verschillende strekkingen overeen brengen en een einde maken aan een conflict dat soms verbittering sticht en sedert den oorlog zoovele rechtschappen burgers verdeelt !

De kwestie van de herinrichting van het notariaat bleef onopgelost : wegens de ontbinding der Kamer is het wetsontwerp in verband daarmee vervallen. Zal het weder ter tafel worden gelegd ? Sommigen verlangen het, om een

einde te maken aan een stelsel dat vaak werd veroordeeld wegens de ongelijkheden in de toestanden die er door worden mogelijk gemaakt.

Doch hierbij ook kwamen zeer uiteenlopende strekkingen tot uiting en het is niet gemakkelijk eene organisatie tot stand te brengen, die niet alleen elkeen voldoening schenkt, maar die op de bijtreding van eene meerderheid mag bogen.

Wat de benoeming van de notarissen betreft, hebben verschillende leden in de afdelingen gevraagd of de Regeering voornemens was voortaan de oude traditie niet meer te volgen die tot hiertoe aan den zoon van een notaris niet een recht gaf, naar een soort van voorkeur om zijn vader op te volgen, wanneer geen gewichtige reden een andere keus opdringt.

Ziehier het antwoord van den Minister :

« De openbare ambten zijn niet overerfelijk.

» De Grondwet huldigt bij artikel 6 het beginsel waarbij al de Belgen kunnen toegelaten worden tot burgerlijke en militaire betrekkingen.

» Doch ik ben bereid de voorkeur te geven aan de zonen van notarissen, wanneer zij onbetwistbare titels hebben om hun vader in zijn ambt op te volgen. »

*
**

De andere vraagstukken die wij te behandelen hebben staan meer rechtstreeks in verband met de artikelen der begrooting.

Wij zullen deze dus hoofdstuk per hoofdstuk in overweging nemen.

Een voorafgaande opmerking, die voor alwie de tabel onder oogen kreeg een onaangename verrassing was, is dat het totaalbedrag der ons voorgestelde miljoenen meer beloopt, zegge 11,585,400 frank, dan de vorige begrooting.

Het is billijk hierbij aan te merken dat, voor een deel van die vermeerdering — voor meer dan 6 miljoen namelijk — die verhooging meer schijnbaar dan reëel is, met dien verstande dat, gedurende de vorige dienstjaren, de uitgaven op die credieten reeds de bedragen hadden bereikt welke voor dit dienstjaar voorzien worden.

Maar hoe te begrijpen dat, in plaats van ons de verwachte vermindering te brengen, het ontwerp ons eene vermeerdering van 6 miljoen komt vragen?

De poging tot inkrimping der uitgaven leidde voor de Begrooting van Justitie slechts tot geringe verminderingsen waarvan het totaalbedrag 2,250,400 frank beloopt, terwijl wij vermeerderingen vaststellen welke samen 13,835,800 frank bedragen.

Negen hoofdstukken der begrooting voorzien vermeerderingen in de uitgaven; in twee komen verminderingsen voor; één enkel blijft gelijk.

De grootste vermeerderingen in de geraamde uitgaven betreffen drie hoofdstukken : het Personeel van het hoofdbestuur, de Weldadigheidsscholen en openbare Rijksinstellingen en, ten slotte, de Gevangnissen. Naar aanleiding van de op die posten voorgestelde vermeerderingen is het, dat de Regeering er toe gebracht zal zijn aan de Kamer ophelderingen te verstrekken.

De bijzondere Commissie heeft nieuwe pogingen tot inkrimping der uit-

gaven aangewend, doch zij is er niet in geslaagd de vermindering te bekomen die zij gewenscht had.

Het is moeilijk terug te komen op verworven toestanden, op genomen verbintenissen en zelfs op hervormingen die pas begonnen zijn, doch verband houden met een streven naar vooruitgang.

De zeer enkele in de begrootingsposten gedane schrappingen zullen onvermijdelijke klachten doen opgaan; doch aan afdoende, daartegenover te stellen redenen zal het niet ontbreken en misschien zouden zij zelf, die de cijfers hebben voorgesteld of goedgekeurd, liefst aan de zijde staan van hen die ze thans bestrijden.

Zij zijn van meening dat zij 's Lands belangen beter dienen door niet te dulden dat de Rijkskassen geledigd worden ten behoeve van zelfs zeer aantrekkelijke hervormingen, die toch feitelijk niet onontbeerlijk zijn.

Naar hunne opvatting, is de eerste plicht 's Lands financien te herstellen, opdat onze natie weer kunne herleven bloeiend en vruchtbaar zooals welcer.

Als deze uitslag zal bereikt zijn, dan zullen allen het eens zijn — wij twijfelen er niet aan — om al de schoone hervormingen te verwezenlijken welke voorgesteld worden door hen die meer naar de stem des harten dan naar die der rede luisteren.

De bijzondere Commissie heeft dan ook gemeend de verschillende begrootingsposten aan een strenge kritiek te moeten toetsen; wij zullen een overzicht geven van diegene die aanleiding gaven tot op- of aanmerkingen.

*
*
*

Bij Hoofdstuk II, Hoofdbestuur, heeft de bijzondere Commissie willen weten hoe de bij artikel 2 voorziene vermeerdering van 508,700 frank te billijken was, voortvloeiende, volgens de toelichting, uit in 't leven roepen van nieuwe betrekkingen welke in den Centralen arbeidsdienst en in het Vertaalsbureau onmisbaar werden bevonden.

De rechtvaardiging ons door den Minister gegeven, in de nota welke hij ons, als antwoord op onze vraag, liet toekomen, luidt heel anders. Ziehier de vraag en het antwoord :

Bij artikel 2 der begrooting wordt eene vermeerdering van 508,700 frank voorzien voortspruitend uit het in 't leven roepen van nieuwe betrekkingen.

De Commissie wenscht nadere inlichtingen te bekomen en vraagt aan den heer Minister hem de lijst der nieuwe betrekkingen, met aanduiding der aan ieder dezer verbonden wedden.

ANTWOORD.

De vermeerdering van 508,700 frank voorzien bij artikel 2 der begrooting is niet alleen te wijten aan het oprichten van nieuwe betrekkingen. Zij is veroorzaakt door :

1^o De verhooging van de jaarwedden der ambtenaren en beambten bij

toepassing van het K. B. van 25 Maart 1921 houdende algemeene verhooging der wedden fr. 186,150

2) Oprichting in 1921 van nieuwe betrekkingen, te weten :

1 plaats van algemeen opziener	Fr. 15,000	}	154,900
1 » opziener	13,000		
3 plaatsen van bureelhoofd	29,100		
11 » van klerk-opsteller.	55,150		
1 plaats van steno-typiste	4,100		
4 plaatsen van klerk-klasseerder.	14,950		
3 » van bureelonderverste	23,600		

Tot het oprichten van al deze betrekkingen werd machtiging verleend door den Minister van Financiën.

3) Toekenning van de bij het reglement voorziene verhooging op het einde van het jaar 45,000

4) Nieuwe betrekkingen op te richten in 1922 85,000

Het oprichten van deze nieuwe betrekkingen wordt gewettigd door het in werking treden van de wet op het gebruik van de Vlaamsche taal in bestuurszaken — welke noodzakelijkerwijze aanleiding geeft tot nog al aanzienlijke uitgaven —, door de uitbreiding van de diensten van het Weldadigheidswezen en van den Dienst voor kinderbescherming en ook van den Centralen arbeidsdienst (gevangenen).

De te benoemen nieuwe beampten zullen, behalve uitzonderingen in verband met den bijzonderen aard der te begeben bedieningen, de minimum-aanvangswedde genieten, zegge 4,100 voor de klerken 3^e klasse en 8,000 frank voor de doctoren in de rechten die benoemd worden met den graad van bureelonderverste 34,650

Totaal. . . . Fr. 505,700

Uit deze nota blijkt dat de credietvermeerdering niet alleen gevraagd wordt wegens het oprichten van nieuwe betrekkingen, zooals men eerst beweerd had.

Geen bezwaar kan ingebracht worden tegen de twee posten van 186.150 en 45.000 frank, die te wijten zijn aan de toepassing der wet.

Hetzelfde geldt echter niet voor de twee sommen van 154.900 en 85.000 fr.

Waarom heeft men de vier-en-twintig nieuwe plaatsen opgericht waarvan de gezamenlijke wedden 154.500 frank bedragen, terwijl de begrooting van 1921 die niet voorzag? Men stelde het Parlement vóór een voldongen feit, zonder het vooraf geraadpleegd te hebben; de bijzondere Commissie meende dan ook daartegen krachtig protest te moeten aantekenen.

Zij had natuurlijk, zooals sommige leden het voorstelden, die nieuwe betrekkingen kunnen afschaffen; doch zij nam in overweging dat dit misschien

eenigszins onrechtvaardig ware geweest tegenover de vier-en-twintig ambtenaren welke beroepen werden om plaatsen te bekleeden.

Om deze reden is het alleen, dat zij niet voorstelt het voorgesteld crediet te schrappen, maar zij verzoekt den Minister in de middelen te voorzien om van die nieuwe betrekkingen geen bestendigen last te maken en om ze geleidelijk met de bestaande plaatsen te versmelten.

Wat het voorstel betreft om in 1922 nog nieuwe betrekkingen tot stand te brengen — en wel tot een beloop van 85.000 frank — weigert de Commissie het in te willigen en stelt aan de Kamer voor deze raming uit de begrooting te schrappen.

Moest het, ten gevolge van de door den geachten Minister aangehaalde omstandigheden, gebeuren dat hij in sommige diensten meer beampten noodig heeft, dan moet het mogelijk zijn deze te nemen onder de ambtenaren die in diensten fungeeren waar minder werk is.

Wat den post van 54,650 frank betreft voor hulpelden en andere doeleinden, het is zoo goed als onmogelijk na te gaan in hoever die gegrond is, zoo lang men niet beter ingelicht is over het belang van ieder dezer doeleinden. Doch het spreekt van zelf dat hij eene vermindering moet ondergaan naar verhouding tot wat voorzien was voor de nieuwe ambten waarover wij zoocyen gewaagden en welke de Commissie voorstelt niet op te richten.

In verband met de hulpelden en met de in ditzelfde artikel voorziene bijdragen, had de Commissie aan de Regeering gevraagd of het crediet bij artikel 2 niet te vereenzelvigen was met het crediet voorzien bij artikel 67 der begrooting.

Het antwoord van den Minister luidde :

« De sommen voorzien bij de artikelen 2 en 67 wegens hulpelden moeten besteed worden voor volstrekt verschillende doeleinden. De vermeerdering of de vermindering van de eene kan volstrekt geen invloed uitoefenen op de andere.

« De som van 13,000 frank voorzien bij artikel 2 is bestemd niet alleen tot terugbetaling van het derde der bijdragen gestort door beampten die aangesloten zijn bij vereenigingen van onderlingen bijstand, maar ook tot toekenning van hulpelden aan beampten *in werkelijken dienst*, in geval van ziekte die aanleiding gaven tot buitengewone kosten die klaarblijkend buiten verhouding staan tot de geldmiddelen waarover zij beschikken.

Het crediet van 150,000 frank, voorzien bij artikel 67, is bestemd om hulpelden te verleenen, bij gebrek aan of ontoereikendheid van pensioen, aan *oud-magistraten, ambtenaren of beampten* van het beheer, aan dier weduwen of aan de leden hunner familie wier kostwinner zij waren en die zich in een ongelukkigen toestand bevinden. »

Leden van de Commissie lieten opmerken dat de terugbetaling van de bijdragen niet te wettigen was en dat dit een gevaarlijk precedent is dat door alle Staatsbedienden zou kunnen ingeroepen worden.

De Regeering zal dienen te onderzoeken of het deel van het crediet dat tot deze terugbetaling bestemd is op de begroting moet worden gehandhaafd.

De Commissie heeft niet op zich genomen het af te schaffen, aangezien daaromtrent reeds verbintenissen kunnen aangegaan zijn.

Kortom, artikel 2 zou dus met 83,000 frank verminderd worden en tot het cijfer van 2,974,100 frank herleid.

Bij artikel 6 der begroting wordt eene vermeerdering voorzien van 25,000 frank voor reis- en verblijfskosten en zendingen buiten 's lands. De Bijzondere Commissie heeft gevraagd of deze vermeerdering noodig was en of de zendingen buiten 's lands, waarvan het nut niet steeds bewezen is, niet dienen afgeschaft.

De Minister gaf de volgende uitleggingen :

« Het op 1921 ingeschreven crediet geeft een aanzienlijk tekort aan, hetwelk zal moeten gedekt worden door een aanvullend crediet.

» De hier voorziene vermeerdering is bestemd enerzijds om het crediet op te voeren tot de werkelijke uitgave van het vorig dienstjaar en, anderzijds, om de reiskosten te bestrijden van de nieuwe opzieners en algemeene opzieners.

» Zendingen in het buitenland zijn zeldzaam : in 1921 waren er slechts drie, en in 1920, twee.

1921.

» Zending naar Genève (conferentie over den Handel in blanke slavinnen).	fr. 1,311.90
» — naar Leipzig (Gerechtshof)	770.00
» — naar Parijs (bezoek aan de <i>Politieprefectuur</i> en van de <i>Sûreté générale</i>	343.30

1920.

» — naar Lausanne-Lyon-Parijs (inrichting der scholen en laboratoria, criminalistiek). . fr.	1,331.50
» — naar Amsterdam-Lattaye	527.70

De Commissie is van meening dat er geene credietvermeerdering dient voorzien en dat het mogelijk is het crediet terug te brengen tot de raming van 1921, zegge 33,800 frank.

Zij wil daardoor te kennen geven dat het noodig is steeds kostbare zendingen tot het strict noodig te herleiden.

*
**

In het II^e hoofdstuk, betreffende de rechterlijke orde, wordt bij artikel 9 eene vermeerdering van 50,000 frank voorzien. De toelichting verklaart deze toeneming door het oprichten van plaatsen van toegevoegd griffier-titulaire alsmede van toegevoegd secretaris-titulaire bij de Parketten.

In verband hiermede had een lid der Commissie doen opmerken dat de

verhooging te persoonlijken titel voorzien voor de griffiersklerken en secretarissen bij de parketten slechts aan enkelen werd toegestaan en dat anderen, die daartoe dezelfde titels konden doen gelden, van deze gunst verstoken bleven.

Daarover ondervraagd, zoo antwoordt de Minister het volgende :

« Het is juist dat een Koninklijk besluit van 24 December 1920 het aantal toegevoegde griffiers-titulair beperkt en dat een ministerieel besluit van denzelfden dag het aantal toegevoegde secretarissen-titulair vaststelt. »

» De wettelijkheid dezer besluiten, genomen ter voldoening aan de wet van 31 Juli 1920, komt niet betwistbaar voor.

» De wet van 1920, waarbij het recht wordt verleend al dan niet te benoemen, bevat geen andere beperking dan de noodzakelijkheid van het voorhanden zijn van de voorgeschreven voordrachten van die benoemingen ».

Tegen de bij artikel 9 voorgestelde vermeerdering kan dus niets ingebracht worden, aangezien zij het gevolg is van eene wetsbepaling.

Hetzelfde geldt voor de toeneming van artikel 13, bestemd om de uitgaven te bestrijden vastgesteld bij de wet van 31 Juli 1921. De gelijkstelling van de vredegerichten der vierde klasse met die van de derde klasse was niet voorzien in de begrooting van 1921, aangezien die gelijkstelling slechts verwezenlijkt werd door de zooeven aangehaalde wet : voor het loopend dienstjaar dienen de credieten daarmede in overeenstemming gebracht en opgevoerd tot het peil dat door den wetgever werd bepaald.

Voor de eerste maal is er geen spraak meer bij de behandeling van de begrooting van Justitie van de verhooging van de wedden der magistraten. Op dit gebied werd vanwege de magistraten niets gevraagd.

En dit is niet te wijten aan het feit dat hunne wedde zoodanig verhoogd werd dat zij bevredigend moet geacht worden. Verre van daar, want hunne wedde bleef niet, zooals meestal de andere wedden, in verhouding met de toeneming van de levensduurte, en er mag gezegd worden dat de magistraten, in vergelijking met hun toestand in 1914, niet het noodige bekwaamen dat opwegen kan tegen de prijsverhooging van de levensbehoeften.

Laten wij dan ook hulde brengen aan het waardigheidsgevoel waardoor hun stilzwijgen alleen te verklaren is ; maar dat is voor den wetgever geen reden om te vergeten, wanneer betere dagen zullen aanbreken, dat het Land aan diegenen op wie de rechtsbedeeling berust een toestand moet verzekeren in verband met hunne hooge zending. Daarin alleen zal het den waarborg vinden voor een degelijke rechtsbedeeling.

Hoe grooter het aantal rechters, hoe moeilijker het is ze behoorlijk aan te werven en te bezoldigen. Vandaar eene tegenwoordig zeer duidelijke strekking om het personeel der magistratuur te verminderen.

Wil dit zeggen dat men het stelsel van den alleensprekenden rechter wil algemeen maken ? Verre van daar ! Maar in sommige rechtbanken zijn er, schijnt het, te veel rechters en in sommige hoven zelfs te veel raadsheeren, zegt men.

Daar is ook te veel personeel in de parketten.

Nu dat de tijd van de afhandeling der oorlogszaken achter den rug schijnt te zijn, hebben heel wat bijgevoegde substituten geen reden van bestaan meer.

Sommigen willen zelfs verder gaan en beweren dat men verscheidene kantons zou kunnen vereenigen en ze aan éézelfden rechter toevertrouwen. Maar zij zullen stuiten op het verzet van de vertegenwoordigers van minder bevolkte gewesten, waar de rechtsgebieden reeds zeer uitgebreid zijn, die het heel verkeerd zouden vinden dat men, onder voorgeven van besparing, het reeds zoo gering aantal rechters waarover zij beschikken nog zou verminderen.

Indien het noodig is ten spoedigste die betrekkingen af te schaffen welke in het leven werden geroepen door eenen uitzonderlijken toestand, moet daarom hetzelfde gelden voor rechters die in hun ambt bekrachtigd zijn door een aloude en eerbiedwaardige traditie? Men vergeet niet dat het nut van een vrederechter in een kanton niet steeds te meten is naar het aantal terechtzittingen, maar vooral naar zijn verzoenenden invloed die de geschillen voorkomt en die zich ieder oogenblik doet gelden.

Griffiers en beambten der rechtbanken en parketten dienden enkele bezwaren in van verschillenden aard, betreffende hun weddecijfer.

Sommige dezer bezwaren lijken gegrond, doch alleen een nieuwe wet kan hun voldoening schenken.

Wij zullen ons er bij beperken den Minister van Justitie te verzoeken die bezwaren in overweging te nemen.

In hoofdstuk III, betreffende het krijgsgerecht, wijzen de artikelen 15 en 17 op eene toeneming van 43,900 frank. Het geldt hier in nieuwe betrekkingen te voorzien.

In de Bijzondere Commissie, werden tegen die vermeerdering opmerkingen gemaakt; een lid opperde zelfs de vraag of het krijgsgerecht wel reden van bestaan had en niet moest worden afgeschaft in tijd van vrede. Anderen, zonder eene zoo radikale oplossing voor te stellen, lieten opmerken dat er in elk geval geen bezwaar zou zijn de bevoegdheid der kriegsrechtbanken te beperken tot de misdaden en wanbedrijven van louter militairen aard en dat de militairen, verdacht van misdaden of wanbedrijven naar het gemeen recht, voor den gewonen rechter dienden gebracht.

Deze maatregel zou voorzeker eene vermindering van het personeel der kriegsrechtbanken voor gevolg hebben, doch hij kan alleen door eene wet genomen worden en in afwachting is het noodig te voorzien in de behoeften voortspruitend uit het bestaand regiem.

De Commissie heeft echter willen weten waarom men heeft toegestemd in eene vermeerdering van het personeel, terwijl uit ingewonnen inlichtingen blijkt dat de kriegsrechtbanken niet overlast zijn.

De Minister legde ons uit waarom hij tot de oprichting van nieuwe betrekkingen besloot en wel als volgt :

« De bij artikel 15 voorziene vermeerdering spruit voort uit :

1^o De tijdelijke benoeming tot eene plaats van substituut auditeur generaal, op eene wedde van 18.000 frank, benoeming die werd noodig gemaakt door omstandigheden meestal van tijdelijken aard en namelijk door den overlast voortspruitende uit de afhandeling der oorlogszaken, uit de toeneming van het legerreflectief en uit het bestaan van een Krijgsraad te velde bij het bezettingsleger.

2^o De toekenning aan den secretaris van het parket, rustend officier, van eene als wedde geldende vergoeding van 5.000 frank.

De bij artikel 17 voorziene vermeerdering is het gevolg van de oprichting van twee plaatsen van substituut-auditeur met eene wedde van 10.000 fr. ieder, en van eene plaats van toegevoegd griffier met eene wedde van 6.700 frank.

« De krijgsraad van Antwerpen werd aldus versterkt, inzonderheid uit hoofde van de vermeerdering van het legerreflectief, waarvan een aanzienlijk deel bestendig verblijf houdt in de garnizoensteden of tijdelijk in de kampen welke in het rechtsgebied van deze jurisdictie gevestigd zijn.

» Alhoewel deze rechtbank door dit feit de drukste bezigheden heeft en moest verdubbeld worden, was haar personeel sedert den oorlog slechts met een substituut en drie toegevoegde griffiers vermeerderd geworden ».

Ondanks deze uitlegging, blijft de Commissie bij hare meening dat het tot dan toe door de krijgsraden gebezigde personeel volstaat.

Bij artikel 15 liet zij de gevraagde vermeerdering voortbestaan, maar zij heeft die van artikel 17 verworpen, voorzien voor de oprichting van twee plaatsen van substituut-krijgsauditeur en van eene plaats van toegevoegd griffier.

Artikel 17 moet dus teruggebracht worden tot 342.400 frank.

Wij zullen maar terloops wijzen op eene vermeerdering van 12,200 frank op den post voorzien voor de gerechtskosten. Zij is te wettigen als een gevolg van de verhooging der wedderoosters en van het gebeurlijk toekennen van hulpelden en vergoedingen voor bijkomende dienstverstrekingen.

Naar aanleiding van artikel 23, heeft de Bijzondere Commissie de meening uitgedrukt dat er slechts gronden zijn om aan de magistraten en aan de ambtenaren in het algemeen zitpenningen toe te kennen, in de commissiën waarvan zij deel uitmaken, wanneer dit te wettigen is, en op grond van deze overweging dat de ambtenaren en de magistraten al hun tijd moeten wijden aan den Staatsdienst en dat hun alleen in gansch uitzonderlijke gevallen een bijkomende bezoldiging dient verleend.

Hierover ondervraagd, zoo liet de Minister aan de Commissie de volgende overwegingen geworden :

« Wat het recht op zitpenningen betreft, wordt er geen onderscheid gemaakt volgens het beroep of den stand van den titularis. Magistraten, professoren, ambtenaren ontvangen die vergoedingen zoowel als de andere leden. Allen, inderdaad, waar zij deel uitmaken van een commissie, stemmen er in toe zich meer werk op den hals te halen dan datgene waartoe zij verplicht zijn. De Regeering, ter wille van de bijzondere bevoegdheid of den ijver van sommigen onder hen, doet een beroep op hunne medewerkin

Het is billijk dat deze niet onbezoldigd blijve. De toekenning van een zitpenning is trouwens maar een geringe uitgave, in verhouding tot den geleverden arbeid.

De toekenning van zitpenningen aan de leden der commissiën die werden tot stand gebracht om de taak der openbare besturen te vergemakkelijken en den Minister voor te lichten over vraagstukken van bijzonderen aard, kan over het algemeen niet afgeschaft worden.

Na overleg met den Minister van Financiën en overeenkomstig de onder-richtingen die ettelijke maanden geleden reeds gegeven werden, streeft mijn departement naar de inkrimping van dit soort uitgaven.

Ziehier de lijst van de commissiën waarvoor zitpenningen worden toegekend en de opgave van de in 1921 uitbetaalde sommen. »

ARTIKEL 24. — *Dienstjaar 1921.*

	ZIT- PENNIN- GEN.	REIS- EN VERBLIJF- KOSTEN.
Raad voor Wetgeving. Fr.	23,075	599.20
Examen-Commissie voor rechterlijke officieren en agenten.	11,800	—
Commissie voor de Rijksdrukkerij	410	—
— voor de herziening van het Burgerlijk Wetboek.	4,450	1,698.40
Examen-Commissie voor de aspirant-magistraten of notarissen in het Vlaamsch gedeelte des lands .	2,403	232.80
Commissie voor de kosten en uitgaven in burgerlijke en handelszaken	9,395	1,925.30
Examen-Commissie (hoofdbestuur)	3,028	—
Hooge raad voor weldadigheid	5,655	2,275.00
Raadgevende commissie bij het <i>Staatsblad</i>	500	—
Commissie voor Abnormalen.	1,500	—
Centrale examen-commissie (gevangeniswezen) . .	5,000	—
Hooge raad voor de gevangenen	4,000	—
Boekencommissie (gevangenen)	1,000	—
Besturend Comité van den Anthropologischen dienst .	3,000	—
Commissie voor filmkeuring	39,450	—
Commissie van toezicht op de weldadigheidsscholen .	2,690	—
— tot herinrichtingen van het vakonderwijs in de weldadigheidsscholen	4,050	—
Commissie voor gerechtskosten in strafzaken . . .	2,300	—

De artikelen 29, 31 en 35, betreffende de eerediensten, geven eene vermeerdering van 24,600 frank aan voor het personeel der verscheiden eerediensten, en voortspruitend uit het oprichten van nieuwe onontbeerlijke bevonden plaatsen.

In verband met de pensioenen, deed een lid der Commissie opmerken dat het wenschelijk zou zijn de geestelijken aan te zetten om zich aan te sluiten bij vereenigingen van onderlingen bijstand, ten einde zich een behoorlijk pensioen te verzekeren.

Dit is een wenk die tot al de ambtenaren over het algemeen kan gericht worden, evenals tot al degenen die, zonder ambtenaren te zijn, er belang bij hebben voor hunnen ouden dag te zorgen.

En nu komen wij aan het hoofdstuk betreffende de weldadigheid.

In dit hoofdstuk komt een van de aanzienlijke verhoogingen voor in de ramingen der begrooting; zij bedraagt 4,963,000 frank.

Artikel 38 voorziet een crediet van 10,000,000 frank voor de kosten van onderhoud en vervoer van behoeftigen die krachtens de wet ten laste van den Staat komen. In 1921 beliep deze post 7,000,000 frank; doch uit de ingewonnen inlichtingen blijkt dat de gedurende de vorige jaren uitgegeven som in feite 10 miljoen bedroeg. Dit is dus in werkelijkheid geene vermeerdering doch veeleer de regularisatie van de begrooting welke bij dit artikel een onvoldoende, maar onbegrensd crediet voorzag en dus niet aan de werkelijkheid beantwoordde.

De Minister van Justitie heeft ons inderdaad de volgende nota laten geworden, als antwoord op eene desaangaande gestelde vraag :

« Bij artikel 38 wordt een onbegrensd crediet geopend ter bestrijding van de kosten van onderhoud en vervoer van behoeftigen welke krachtens de wet ten laste van den Staat komen.

« In beginsel was de vermoedelijke uitgave op 7,000,000 frank bepaald.

Sedert verscheidene jaren was de werkelijke uitgave 10,000,000 frank.

Ten einde artikel 38 van de begrooting voor het loopend dienstjaar in overeenkomst te brengen met de werkelijkheid der feiten, werd eene vermeerdering van 3,000,000 voorgesteld. »

De gegeven uitlegging noopt ons tot deze eenig mogelijke houding : ons bij den toestand neerleggen. Het bedrag is aanzienlijk, gewis; doch aan niemand behoort het dit bedrag te verminderen aangezien het slechts de uitslag is van een stand van zaken door den economischen toestand van het land in het leven geroepen. Dit zijn in den grond slechts rekeningen die de wet den Staat ten laste legt en welke deze redelijkerwijze zelfs niet te bespreken heeft.

De Commissie kon echter niet nalaten hare verwondering uit te drukken over het feit dat die uitgaven zoodanig toenemen, terwijl de statistiek wijst op eene aanzienlijke vermindering in de bevolking van de inrichtingen waar behoeftigen worden opgenomen.

Indien artikel 38 geen vermindering kan ondergaan, moet hetzelfde gezegd worden van den post van 330,000 frank van artikel 39, waarbij 50,000 frank meer wordt voorzien dan in 1921?

Aan de in dit artikel vermelde werken de reeds verleende toelagen ontnemen, daaraan valt niet te denken.

Het eenige wat men zich kan afvragen is of de toelage dient uitgebreid tot nieuwe bestemmingen, zooals die voorgesteld ten behoeve van de « maatschappijen die zich bezighouden met de studie van liefdadigheidszaken ».

Niemand denkt er aan het nut van die vereenigingen te betwisten, maar men kan zich afvragen of het wel volstrekt noodig is dat de Staat, in den nood waarin hij zich bevindt, hun ter hulp kome ! De afdeeling wilde aan de bewoordingen van dit artikel geen verandering toebrengen, noch een der aangeduide bestemmingen schrappen, maar zij was van meennig dat zij in de verhooging van 50,000 frank niet kon toestemmen.

De artikelen 41, 42 en 43 voorzagen in de begrooting van 1921 uitgaven bedragende te zamen 2,800,000 frank. Dit jaar vraagt men ons voor die posten 415,000 frank meer.

Terwijl van alle zijden geprotesteerd wordt tegen het hooge cijfer der sommen welke de Weldadigheidsscholen en de Openbare Rijksinstellingen aan den Staat kosten, baart het verwondering dat het bedrag der uitgaven welke deze inrichtingen medebrengen, nog in zulke aanzienlijke mate moet worden verhoogd.

De Commissie heeft gevraagd naar omstandige uitleggingen over die verhooging, en ziehier het antwoord dat zij heeft ontvangen :

« De vermeerdering van 415,000 frank heeft niet alleen betrekking op artikel 41, maar op de artikelen 41, 42 en 43 samen, die overeenkomen met artikel 38 van de begrooting voor 1921.

Op artikel 41, is een bedrag van 315,000 frank méér voorzien ; op artikel 43, 100,000 frank meer.

De vermeerdering van 315,000 frank bij artikel 41 is gewettigd door de volgende uitgaven :

Gesticht-kliniek voor minderjarige syphilislijders, eerlang te openen te Brugge.	50,000
--	--------

Loonen, inzonderheid die der landbouwarbeiders, die vooraf betaald werden op artikel 40 (tegenwoordig artikel 45)	100,000
---	---------

Artikel 43 wijst nochtans maar op eene vermindering van 50,000 fr. in vergelijking met de begrooting voor 1921.

Men heeft de gevraagde som noodig om de uitrusting aan de weldadigheidsscholen aan te vullen, het landbouwdomein in orde te brengen en zekere werken aan de gebouwen uit te voeren.

Inrichting van het paviljoenen- en afdeelingenstelsel in de bestaande inrichtingen ; zending van jonge onderwijzers en opvoeders, om ze voor te bereiden voor hunne opvoedingsrol, naar de normaal-school gesticht in het Centraal waarnemingsgesticht te Moll bij Koninklijk besluit van 19 November 1921 ; reglementaire verhooging voor het bestaande personeel	165,000
--	---------

315,000

« Daar het kader van het personeel van het gesticht-kliniek voor syphilislijders nog niet geheel is vastgesteld, is het niet mogelijk van nu af aan het bedrag te kennen te geven van ieder der te benoemen ambtenaren en beambten.

» Zij zullen bezoldigd worden overeenkomstig de loonregeling voorzien bij Koninklijk besluit van 12 Juli 1921. »

De Minister voegt er enkele andere inlichtingen bij, in verband met artikel 43, de credieten voor buitengewoon werk vermeldende :

« Het bij artikel 43 uitgetrokken crediet voorziet :

De noodige sommen tot betaling van de bijkomende dienstverstrekkingen van technischen en wetenschappelijken aard, vanwege het personeel van het Centraal Waarnemingsgesticht te Moll : 25,000 frank ;

De bezoeken aan de verpleegden door de geneesheeren-specialisten : 20,000 frank.

De diensten bewezen door het personeel belast met de vervanging van de afwezige agenten, alsmede het niet voorziene buitengewoon werk.

Op artikel 43 betaalt het bestuur ook de vergoedingen, verleend aan het personeel verbonden aan de nieuwe inrichtingen en belast met de inrichting van de diensten vóór de opening van het gesticht. Dit artikel was, met het oog op de oprichting van de nieuwe inrichting, met 100,000 frank vermeerderd geworden.

Deze vermeerdering werd vermeld in het vorig antwoord; zij maakt deel uit van de algeheele vermeerdering van 415,000 frank in verband met artikelen 41, 42 en 43 (oud artikel 38 van de begrooting voor 1921).

Daar van het plan om nieuwe gestichten op te richten voorloopig werd afgezien, kan de post bij artikel 43 met 100,000 frank verminderd worden en teruggebracht tot het cijfer der begrooting voor 1921.

Deze vermindering van het gevraagd crediet zal bij amendement voorgesteld worden. »

Laten wij eerst en vooral nota nemen van deze vermindering van 100,000 frank waarin de Minister toestemt.

Doch zal de Kamer dit voldoende achten? Dient er niet veel aanzienlijker vermindering toegebracht?

Er dient opgemerkt dat artikel 41 slechts betrekking heeft op de wedden van het personeel.

De toelichting bij dit artikel der begrooting legt de voorgestelde vermeerdering uit door de reglementaire weddeverhoogingen en de benoeming van beambten voor de nieuwe inrichtingen die nog niet geopend zijn.

Volgens de nota van den Minister nu, staan de zaken heel anders ! In de vermeerdering van 315,000 frank hebben de reglementaire verhoogingen van het bestaande personeel slechts een gering deel; het groot deel moet dienen om de uitrusting der weldadigheidsscholen aan te vullen, het landbouwdomein in orde te brengen, werken aan de gebouwen uit te voeren en vooral om eene gansch nieuwe maar zeer dure inrichting tot stand te brengen, waartoe besloten werd bij een Koninklijk besluit van 19 November 1921.

Het geldt hier dus nieuw personeel en buitengewone werken voor een nieuwe inrichting !

Is het wel de tijd daarvoor ?

Lijkt het oogenblik niet aangebroken om even op den weg der kostbare hervormingen te blijven stilstaan ?

Men stelt ten anderen vast dat de bevolking der weldadigheidsscholen en Staatsinstellingen in aanzienlijke verhoudingen heeft afgenomen. Waarom zou dan ook het personeel niet afnemen ?

En nu stelt men ons, in de plaats van eene vermindering, eene vermeerdering van het aantal beambten voor !

De Middenafdeeling is van meening dat de voor die doeleinden gevraagde crediet-vermeerdering niet gewettigd is en zij stelt aan de Kamer voor het cijfer van 1921 niet te overschrijden.

De artikelen 44 en 45 die ook de Weldadigheidsscholen en de openbare Rijksinstellingen betreffen verdienen evenzoo ernstige overweging.

Deze credieten worden inderdaad fel geheld, niet alleen in het Parlement, maar ook daarbuiten.

Bij deze in overwegingneming komt het er op aan duidelijk te zeggen om welke scholen, om welke instellingen het gaat.

Het zijn vooreerst de Rijksweldadigheidsscholen waarin uitsluitend de ter beschikking der Regeering gestelde minderjarigen worden opgenomen.

Het zijn vervolgens de *openbare Rijksinstellingen*, bestemd voor allerhande minderjarigen; die worden geplaatst overeenkomstig artikel 5 van het 1^{ste} hoofdstuk en artikel 13, § 2, van het 2^{de} hoofdstuk der wet van 15 Mei 1912, op de kinderbescherming.

De Weldadigheidsscholen zijn ten getale van twee :

Die van Moll, waar thans 129 jongens ondergebracht zijn;

Die van Namen, met eene bevolking van 181 meisjes.

Voor de eerste, bedragen de in de Begrooting voorziene credieten 914,000 fr., hetgeen, per verpleegde, een bedrag van fr. 7,083.27 vertegenwoordigt.

Voor de tweede, bedragen de credieten 673,000 frank, hetgeen op 3,717 frank komt te staan.

Die cijfers baren natuurlijk verwondering; doch er dient aangemerkt dat de kostende prijs per leerling zoo hoog is doordat de bevolking van die scholen aanzienlijk geslonken is en de algemeene kosten van eene inrichting niet naar dezelfde verhouding kunnen worden ingekrompen.

De weldadigheidsscholen bestaan, en zij moeten bestaan volgens de wet. Aan de Regeering behoort het er voor te zorgen dat de uitgaven er tot het strikt-noodige beperkt blijven : vermindert het bevolkingscijfer, dan lijkt het wel dat ook het personeel in zekere mate kan worden verminderd. De Bijzondere Commissie kan dienaangaande onmogelijk vaste voorstellen doen, en zij moet vertrouwen in het Ministerie van Justitie, aan hetwelk zij de noodige waakzaamheid vraagt om tot gewenschte vermindering te geraken van de cijfers die overdreven lijken.

Met meer reden nog moeten wij hetzelfde zeggen van de openbare Rijksinstellingen, die tot een nieuw soort werken behooren.

Zij zijn ten getale van vijf :

Moll (centraal waarnemingsgesticht), met eene bevolking van 200 jongens ;
 Ruysselede, dat te Wynghene 287 jongens en te Beernem 70 meisjes herbergt ;
 Saint-Hubert, dat 297 jongens heeft opgenomen ;
 Ukkel, waar 57 meisjes worden verpleegd.

Deze inrichtingen hebben allen hun deel in de artikelen 41, 42, 43, 44 en 45 van de begrooting, waarvan de credieten aldus verdeeld zijn :

voor Moll, 1,199,000 frank, zegge 6,000 frank per verpleegde ;
 voor Ruysselede, 1,565,000 frank, zegge 4,355 frank per verpleegde ;
 voor Saint-Hubert, 1,115,000 frank, zegge 4,757 frank per verpleegde ;
 voor Ukkel, 262,000 frank, zegge 4,596 frank per verpleegde.

Voegt men bij deze credieten de kosten van centraal bestuur behorende bij deze instellingen ; het loon der tijdelijke arbeiders, dat 175,000 frank bedraagt ; de verhoogingen van wedden, loonen en hulpelden, waarvoor een crediet van 100,000 frank voorzien werd ; de vergoedingen voor verblijf en de gezinsvergoedingen, welke men op 161,000 frank schat, dit is meer dan een half miljoen samen, dan moet men toch bekennen dat men voor die instellingen uitgaven doet die alle maat te boven gaan.

Hoe zou men niet geneigd zijn dergelijke uitgaven in te krimpen ?

En hoe te gelooven dat dergelijke inkrimping niet mogelijk is, terwijl toch uit de vergelijking van de bevolkingscijfers van iedere inrichting blijkt dat zij sedert 1914 op meer dan de helft geslonken zijn.

Ziehier de cijfers, inderdaad :

In 1914, hadden de weldadigheidsscholen eene bevolking van 2,046 verpleegden ;
 In 1922, waren er nog slechts 1,191 verpleegden aanwezig.

Gezien deze sterke vermindering in het bevolkingscijfer zou, ons dunkt, ook het personeel moeten verminderd zijn.

Welnu, in 1914 verzekert een personeel van 186 leden (onderwijzers, werkmeesters, opvoeders) de diensten van al die inrichtingen samen, terwijl in 1922 dit cijfer tot 235 gestegen was.

En men voorzag nog nieuwe betrekkingen, aangezien het begrootingsontwerp met dit doel een grooter crediet aanvroeg.

De afschaffing van deze credietverhoging bij artikel 41, zal gewis beletten dat deze nieuwe betrekkingen worden opgericht.

De Bijzondere Commissie had verder willen gaan ; doch zij moet dit veeleer overlaten aan de beslissing van den Minister, die zal oordeelen of het niet mogelijk ware de cijfers nog meer te verminderen.

Zij doet hierbij opmerken dat, zoo het over 't algemeen niet mogelijk is het personeel te verminderen naar gelang de schoolbevolking vermindert, het nochtans soms mogelijk is leergangen te versmelten, en aldus een voor het aantal verpleegden al te groot aantal onderwijzers, opvoeders en werkmeesters te voorkomen.

Het is volstrekt noodig dat in dien zin gearbeid worde, en dat men voor de aanstaande begrooting ten minste tot een merklijke inkrimping kome van uitgaven, aan wier werkelijk nut tal van vooraanstaande personen weinig geloof hechten.

De post voorzien bij artikel 46 wordt van 4,500,000 frank tot 6 miljoen frank opgevoerd en wijst dus op eene vermeerdering van 1,500,000 frank.

Deze vermeerdering wordt, naar luid van de toelichting der begrooting, gewettigd door de toeneming van het aantal regeeringskinderen, evenals door de prijsverhooging van het onderhoud per dag.

De Commissie wenschte verderen uitleg; zij stelde namelijk aan den Minister de volgende vraag:

Welk is het aantal kinderen en welke zijn ongeveer de kosten voor ieder of ten minste voor elke categorie voorzien?

Ziehier het antwoord:

Stand op 1 Januari 1922.

1° Drie honderd bij particulieren uitbestede minderjarigen, tegen den gemiddelden prijs van fr. 2.50 daags, dat is voor het jaar 270,000 frank.

N. B. — Daarenboven, werden ongeveer 900 minderjarigen kosteloos bij particulieren uitbesteed.

2° Drie duizend negen honderd vijftig minderjarigen geplaatst in openbare of private instellingen, sanatoria, enz., met inbegrip van de Kolonie voor abnormalen te Moll. tegen den gemiddelden prijs van 5 frank daags, zegge voor het jaar 7,200,000 frank.

N. B. Daarenboven, werden negentig minderjarigen kosteloos in inrichtingen geplaatst.

Totaalbedrag der uitgave: 7.470.000 frank.

Het gevraagde crediet van 6.000.000 frank is onbegrensd.

Het komt er nochtans op aan het zooveel mogelijk in overeenstemming te brengen met de werkelijke uitgave. Met dit doel, kan een bedrag 1,500,000 fr. van artikel 44 op artikel 46 overgeschreven worden.

Inderdaad, het op artikel 44 der begrooting voor 1921 uitgetrokken crediet (artikel 39) bedroeg 3 miljoen. Dit crediet werd tot 4,500,000 frank opgevoerd nadat verscheidene weldadigheidsscholen als dusdanig verdwenen en bij Koninklijk besluit van 31 Maart 1921 tot openbare Rijksinstellingen werden opgericht; het crediet van 4,500,000 frank werd in het ontwerp van begrooting voor 1922, dat opgemaakt werd in Augustus 1921, gehandhaafd.

Men voorzag eene zeer sterke toeneming in de bevolking van de Weldadigheidsscholen. Uit de ervaring blijkt nu dat dit vermoeden niet gegrond was. Dienvolgens kan het crediet bij artikel 44 tot 3,000,000 frank teruggebracht worden en eene som van 1,500,000 frank op het crediet bij artikel 46 omgeschreven worden.

Deze overschrijving zal bij een amendement op de Begrooting voorgesteld worden. »

Uit deze aanmerkingen blijkt dat het crediet, verre van overdreven te zijn, integendeel nog dient vermeerderd.

De in de bovenstaande nota voorgestelde overschrijving van artikel 44 naar artikel 46 zal in geenen deele wijziging brengen in de uitgaven van den Staat.

Zij bewijst slechts dat de Openbare Rijksinstellingen niet het verwacht onthaal hebben genoten.

Men kan het betreuren, aangezien een grooter aantal verpleegden ongetwijfeld den kostenden prijs zou hebben vermindert; maar anderzijds blijkt uit het gebrek aan vertrouwen dat aan deze instellingen betuigd werd, dat zij niet zoo nuttig zijn dan men wel gezegd had.

Wij meenen ons niet te vergissen als wij zeggen dat de Staat slechts wettelijke verplichting heeft tegenover de twee Weldadigheidsscholen te Moll en te Namen.

De andere instellingen zijn de vrucht van zeer lotwaardige menschelevende gevoelens, maar voor de Natie zijn zij een zoo zware last dat men, ons dunkens, wijs zou handelen het aantal ervan te verminderen.

Gewis, het onderhoud der door den Kinderrechter geplaatste kinderen komt uitsluitend ten laste van den Staat, doch daaruit spruit niet voort dat de Staat daarvoor over lokalen en over een bijzonder personeel moet beschikken.

Het bewijs daarvan ligt hierin dat, onder deze kinderen, 3,919 geplaatst zijn in private instellingen, terwijl 875 slechts aan openbare instellingen zijn toevertrouwd.

Waarom zouden deze laatste evenzoo niet aan private instellingen toevertrouwd worden?

Welke besparing zou dit zijn voor den Staat!

De volgende cijfers zijn daarvan het schitterend bewijs.

Terwijl, inderdaad, het bedrag van het onderhoud per dag in de private instellingen door den Kinderrechter wordt vastgesteld en gaat van fr. 2 tot 7.50 frank, zegge een gemiddelde prijs van 5 frank ongeveer, heeft het onderhoud per dag aan den Staat in 1920 gekost :

In de Instellingen te Ruysselede	fr. 15.61
— Weldadigheidsschool te Moll	11.93
— Weldadigheidsschool te Namen	8.76
— het Waarnemingsgesticht te Moll	16.16
— het Opvoedingsgesticht te Sint-Hubert	23.69

Vermoedelijk zullen de cijfers van 1921 eenigszins minder bedragen, maar wie ziet niet in dat de Staat, wanneer hij zelf dien dienst wil verzekeren, zoo mild te werk gaat dat de Staatsgelden erbij verzwolgen worden?

Is het niet hoog tijd den gevaarlijken weg dien men heeft ingeslagen te verlaten?

In hoofdstuk IX worden de credieten voorzien bestemd voor het Gevangeniswezen : daarin komen de aanzienlijkste verhoogingen voor.

Bij artikel 48 wordt 3,000,000 frank meer voorzien dan in 1921.

Hier gaat het over het onderhoud, de kleeding, het slaapgerief en het voedsel der gevangenen; de overbrengings- en reiskosten; de verbruik- en verwerkwaren.

Het in de ramingen voorziene bedrag van 8,000,000 frank verrast ons des te meer dat in 1921 voor deze uitgaven slechts 5,000,000 frank voorzien was.

De Bijzondere Commissie heeft hierover uitleg gevraagd en ziehier het antwoord van den Minister van Justitie :

« De vermeerdering waarop gewezen wordt is meer schijnbaar dan reëel. Het bij artikel 48 uitgetrokken crediet is onbegrensd.

Het in 1920 en 1921 toegestane crediet van 5,000,00 frank bleek telkens ontoereikend te zijn.

De werkelijke uitgaven bedroegen in 1920, 7,546,000 frank en in 1921, 7,266,000 frank; zij moesten door aanvullende credieten bestreden worden.

Het thans gevraagde crediet van 8,000,000 frank beantwoordt dus aan de vermoedelijke werkelijke uitgave.

Voor 't overige, verwijs ik naar de uitleggingen gegeven in de toelichting van de begrooting (artikel 48). »

Volgens deze inlichtingen dus, zou het hier ook enkel te doen zijn om eene regularisatie van de begrootingscijfers, welke voor de vorige jaren minder bedroegen dan de werkelijke uitgave.

Waar het echter op aankomt is te weten waarin de uitgaven bestaan welke zelfs vroeger gedaan werden op dien post die een heel bijzondere lenigheid vertoont.

Het feit dat dit crediet onbegrensd is kan onbepaalde uitgaven mogelijk maken, over wier nut men bezwaarlijk met zekerheid kan oordeelen.

De Bijzondere Commissie stelt er prijs op de aandacht van het Ministerie van Justitie op de beteekenis te vestigen welke zij aan het woord « onbegrensd » meent te moeten hechten : het moet wel begrepen zijn dat het crediet slechts mag overschreden worden wanneer men door een dringende en gebiedende behoefte tot de uitgave genoopt is en op voorwaarde dat het cijfer niet overdreven aangedikt worde.

De vage bewoordingen van de begrooting : « Verbruik- en verwerkwaren » moeten in elk geval slechts onmisbare zaken vertegenwoordigen.

De Bijzondere Commissie, die op dit voorbehoud bijzonder heeft willen aandringen, heeft daarom het crediet teruggebracht tot het over het vorig dienstjaar werkelijk uitgegeven bedrag.

Eene vermeerdering op de verleden jaar gedane uitgaven is door niets gewettigd en een hooger cijfer op dit artikel voorzien ware om zoo te zeggen eene aanmoediging tot grootere uitgaven.

De Commissie verlangt juist het tegenovergestelde; zij vraagt dan ook aan den Minister een streng toezicht te houden op het besteden der hier besproken credieten.

Deze post dient van 8,000,000 frank tot 7,266,000 frank teruggebracht.

Artikel 49 « *Werkloon der gevangenen* » wordt in de ramingen van 500,000 frank tot 1,500,000 frank opgevoerd; dit is eene vermeerdering van een miljoen.

Om deze vermeerdering te billijken, houdt men hier opnieuw staande dat zij slechts schijnbaar is, maar dat de arbeid der gevangenen, beter georganiseerd zijnde, meer zal opbrengen en dat er een verhooging van inkomsten zal uit voortspruiten die ten minste gelijk zal zijn aan de bijkomende uitgave. Reeds, voegt men erbij, voorziet artikel 52 van 's Lands middelen onder de bewoordingen « *verscheiden opbrengsten der gevangenen* » een aanzienlijke verhooging.

Als antwoord op deze uitleggingen, heeft men doen opmerken dat, zelfs indien de arbeid meer opbrengt, het daarom niet noodig is het loon der gevangenen in zulke ruime mate te verhoogen. Deze bevinden zich natuurlijk in een gansch

bijzonderen toestand die hoegemaand niet te vergelijken is met dien der arbeiders uit de private nijverheid. Welke reden zou er kunnen zijn om hun loon op dezelfde hoogte te brengen als de loonen in de vrije nijverheid ?

De Bijzondere Commissie trad deze zienswijze bij. Zij meent dat er geen haast bij is de loonen te verhoogen ; dat er slechts met omzichtigheid tot dergelijke verhooging mag overgegaan worden en dat in elk geval, voor deze begrooting, deze vermeerdering geenszins gewettigd is.

Zij stelt dus voor het crediet te laten zooals het vroeger was bepaald, dat is op 300,000 frank.

In verband met deze raming, had de Bijzondere Commissie, alvorens eene beslissing te nemen, gevraagd hoe de door de gevangenen gewonnen loonen verdeeld worden :

Ziehier het antwoord van den Minister :

« Op den prijs van het arbeidsloon (betaald door den aannemer) wordt eene korting van 30 t. h. geheven ten bate van den Staat, voor kosten van beheer.

Het overige wordt geheel toegekend aan de niet tot arbeid gedwongen gevangenen (verdachten, beschuldigen, politieke gevangenen, gijzelaars, politie-veroordeelden) en aan de andere, naar de volgende verhoudingen : 3/10 voor de veroordeelden tot dwangarbeid ; 4/10 voor de veroordeelden tot opsluiting ; 5/10 voor de boetstraffelijke veroordeelden.

Wat deze laatste drie categorieën betreft, wordt het arbeidsloon verdeeld in twee gelijke deelen : het voorbehouden bedrag en het beschikbare bedrag. Voor de andere wordt geen enkel bedrag voorbehouden en zij mogen over gansch hun arbeidsloon beschikken, namelijk om het aan hunne familieleden op te sturen.

Wat de vermelde drie categorieën betreft, kan er machtiging worden verleend tot het afhouden van geld, ten voordeele der ouders, op de helft van het voorbehouden bedrag voor de boetstraffelijke veroordeelden en op het beschikbaar deel voor de lijfstraffelijke veroordeelden.

Daarenboven, kan het beschikbaar deel gebruikt worden voor het aankopen van zekere artikelen in de kantien. »

Heel wat opmerkingen verwekte ook de vermeerdering van 7,448,000 frank tot 8,505,000 frank van de credieten betreffende het personeel der gevangenen.

Nog eene vermeerdering van 1,057,000 frank.

Zooals voor onze Weldadigheidsscholen, neemt het personeel der gevangenen steeds toe !

Hoeveel nieuwe betrekkingen worden voorzien ? Zijn ze waarlijk noodig ?

Hier nog vraagt de Bijzondere Commissie of het niet mogelijk is voor de nieuwe, onmisbare betrekkingen, het bestaande personeel te benuttigen.

Dienen er trouwens nieuwe betrekkingen opgericht ?

Het antwoord staat in verband met deze andere vraag : is het noodig de plannen door te voeren betreffende de nieuwe inrichtingen, hetzij te Merxplas, hetzij elders ?

De vraag is van belang, want de eene uitgave brengt de andere mede en van het antwoord zullen andere credietverhoogingen afhangen, namelijk die voorzien bij artikelen 59 en 60, welke samen 750,000 frank beloopten.

Om eene beslissing te kunnen nemen, kwam het erop aan te weten welke de van nu af aan betaalbaar gestelde uitgaven zijn, waarop redelijkerwijze niet kan worden teruggekomen.

De Minister gaf dienaangaande de volgende ophelderingen :

« De bij de begrooting voor 1922 aangevraagde credietvermeerderingen zijn voornamelijk bestemd om de verwezenlijking van hervormingen mogelijk te maken, zooals het oprichten van eene strafinrichting te Merxplas, het organiseren van den arbeid der gevangenen.

De inrichting te Merxplas moet vier indeelingen bevatten, eene voor jeugdige veroordeelden, oud 16 tot 21 jaar (schoolgevangenis), eene voor epileptici, eene voor toringlijders en eene voor geesteszwakken.

Deze verschillende afdelingen zijn gevestigd, zooals men weet, in de gebouwen behorende aan het bedelaarsgesticht te Merxplas, en het Gevangenisbestuur zal voor het gebruik ervan huur moeten betalen.

Daar al de inrichtingswerken door het Beheer zelf worden ondernomen, door middel van den arbeid der gevangenen, kan er niet gezegd worden dat er uit dien hoofde verbintenis tot uitgaven bestaat, in den zin dat deze uitgaven bestemd zouden zijn om aannemingen te betalen waaromtrent een overeenkomst zou zijn gesloten. Doch de werken betreffende de afdeling voor epileptici, welke reeds bezet is, zijn reeds ver gevorderd, ja bijna voltooid en met de werken voor de sanatorium-gevangenis voor toringlijders werd een begin gemaakt; men kan niet anders dan ze voortzetten.

De gezamenlijke uitgaven behelzende het huren van onroerende goederen, het inrichten en meubileren van afdelingen voor epileptici en toringlijders vertegenwoordigen een bedrag van ongeveer 300,000 frank (art. 59 der begrooting).

Het spreekt van zelf dat de in gebruikneming van de sanatorium-gevangenis door de toringlijdende gevangenen zou aanleiding geven tot andere kosten, betaalbaar op andere artikelen der begrooting, zooals, bij voorbeeld, de kleding en het slaapgerief der gevangenen, enz., kosten die geraamd worden op 180,000 frank (art. 48 der begrooting), en het personeel.

Op de 325,000 frank welke voorzien zijn om het personeel aan te vullen ingevolge de oprichting van het gesticht te Merxplas, werd reeds een bedrag van 300,000 frank betaalbaar gesteld (art. 52 der begrooting).

Onder de in de begrooting vermelde negen psychiatrische afdelingen, zijn reeds twee in gebruik genomen (die te Antwerpen en die te Gent); een andere zal weldra ook ingenomen worden (Vorst); drie worden thans opgericht (Bergen, Luik, Leuven); de plannen zijn gemaakt voor die te Brugge (het bestek voorziet een benaderende uitgave van 46,000 frank); die, ontworpen te Namen, ligt nog ter studie.

Het bestuur heeft, ten einde besparingen te doen, afgezien van het oprichten dit jaar, van eene afdeling te Sint-Gillis en het crediet dat met dit doel op de buitengewone begrooting werd toegekend (1,000,000 frank) werd geschrapt.

Wat de uitgaven ten behoeve van het bewaarderspersoneel voor de afdelingen betreft, voor hetwelk 180,000 frank werd voorzien, is alleen de bezoldiging van de reeds in werking zijnde afdelingen (Antwerpen en Gent) betaalbaar gesteld, dat is een geheel bedrag van 40,000 frank.

De herinrichting van den arbeid der gevangenen behelst inzonderheid het oprichten van werkplaatsen waar de gevangenen in gemeenschap zouden arbeiden. Het bestuur is voornemens dergelijke werkplaatsen op te richten te Mechelen (kleurfabriek), in de centrale gevangenis te Leuven (drukkerij), in de hulpgevangenis aldaar (smidse), te Vorst (kleermakerij voor vrouwen).

Al de voortbrengselen van die werkhuizen zijn bestemd hetzij voor de gevangenen- zelf, hetzij voor de openbare besturen. Nog geen uitgave werd op dien post betaalbaar gesteld; hij bedraagt een zestig duizend frank (artikelen 59 en 60).

Wat de credietverhooging betreft in verband met de loonsvermeerdering der gevangenen (1 miljoen fr.), voor welker rechtvaardiging ik verwijs naar de toelichting der begrooting, geen enkele uitgave werd tot nog toe betaalbaar gesteld.

De vraag is dus te weten of de Kamer zich moet vergenoegen met het aannemen der credieten binnen de perken alleen der betaalbaar gestelde credieten ofwel, of zij integendeel aan het Ministerie van Justitie volle vrijheid moet laten om de verbeteringen in het strafstelsel door te voeren, in den zin door den Minister van Justitie aangeduid.

Laten wij hier dadelijk bijvoegen dat de vraag alleen dient gesteld te worden nit het oogpunt der begrooting en dat het er niet om gaat het nut van die hervormingen te bespreken.

Iedereen, wie het ook zij, zal bekennen dat zij een vooruitgang verwezenlijken en het zal wel bij niemand opkomen die hervormingen in beginsel te bekampen.

Maar, zooals voor een groot aantal andere nu tige hervormingen, zijn het de financieele mogelijkheden waarop het Parlement stuit.

Hei is niet te ontkennen dat de verwezenlijking van de ontworpen hervormingen — oprichten van anthropologische laboratoria, psychiatrische afdelingen, gemeenschappelijke werkplaatsen, inrichting van instellingen te Merxplas waar men voornemens is eene hoeve, een school-gevangenis, een sanatorium voor teringlijders, eene gevangenis voor epileptici en geesteszwakken op te richten, en vooral de benoeming van het talrijke, aan al die nieuwe stichtingen verbonden personeel — het is niet te ontkennen, zeggen wij, dat deze hervormingen, hoe verdienstelijk ook, slechts aanleiding kunnen geven tot aanzienlijke uitgaven.

Volgens de door den Minister gegeven inlichtingen, zou men voorloopig afzien van de uitvoering van sommige van de gevraagde werken, met name van de afdeling voorzien aan de gevangenis te Sint-Gilles; doch dient men het daarbij te laten en zal de Kamer het niet verkieslijk achten al die hervormingen tot een lateren tijd uit te stellen, d. w. z. tot een tijd dat de financieele toestand van het Land zal toelaten volmaakte instellingen tot stand te brengen?

De vraag wordt hier alleen van het standpunt der Begrooting uit gesteld, doch dit is het standpunt dat voor het oogenblik overheerschend moet zijn met het oog op de te nemen beslissing.

Wij zouden er niets bij winnen al deze kostbare hervormingen in te voeren, moesten wij morgen uit geldnood gedwongen zijn er van af te zien.

Het gevraagde crediet bevat ramingen die het der Kamer vrij staat al dan niet in te willigen. Dit geldt vooreerst voor de psychiatrische afdelingen te Vorst,

Bergen, Luik, Leuven, Brugge en Namen, waarvoor men 140,000 frank nieuwe wedden voorziet.

Hetzelfde geldt voor de inrichting van het Sanatorium voor teringlijders en voor de afdeling der geesteszwakken, twee nieuwigheden die te Merxplas zouden tot stand komen en voor dewelke men voor 200,000 frank nieuwe betrekkingen zou willen in 't leven roepen.

Hetzelfde geldt nog voor de tot nog toe onbezette plaatsen te Oudenaarde en te Ieperen, waarin het niet zoo dringend is, trouwens, te voorzien, en die voor 60,000 frank wedden vertegenwoordigen.

Zonder dus de bestaande diensten allerminst in gevaar te brengen, kan men dus 400,000 frank aftrekken van het crediet voorzien bij artikel 52 en deze beslissing is het die de Bijzondere Commissie is bijgetreden.

Nog eens, voor de meeste leden der Commissie is het niet zonder een klaarblijkend leedwezen dat zij de voorgestelde hervormingen onvoltooid zouden laten ofwel zouden beletten, doch waar zij dit doen gehoorzamen zij aan den gebieden plicht hun door den toestand van de Staatsfinanciën opgelegd.

Moesten wij anders handelen, het Land zou het ons niet vergeven.

De Bijzondere Commissie stelt dus voor het crediet bij artikel 5 ' tot 8,105,000 fr. terug te brengen.

Deze vermindering moet noodzakelijk een terugslag hebben op het cijfer van artikel 59 dat ook op eene vermeerdering van 200,000 frank wijst.

Deze was, volgens de toelichting, te wettigen door de uitbreiding van de hervormingen in zake strafinrichtingen. Zoodra men hiervan afziet, moet artikel 59 met de voorziene toeneming verminderd worden.

De Bijzondere Commissie stelt dus voor dezen post te herleiden tot het cijfer van 1921, dat is tot 1,050,000 frank.

Artikel 60, dat 500,000 frank bedraagt, is weer een nieuw crediet.

Het moet voorzien in de nieuwe organisatie van den arbeid in de gevangenen ; daardoor wordt het oprichten van talrijke werkplaatsen noodig gemaakt, wier producten bestemd zijn voor de openbare besturen.

Dit zou dus geen vruchteloze uitgave zijn.

Anderzijds wordt bij artikel 72 een nieuw crediet voorgesteld ten bedrage van fr. 1,850,000, bestemd voor het aankopen van het noodige hout en de noodige werktuigen om de werking van de bestaande of op te richten werkhuizen te verzekeren.

Onzes dunks hebben de twee credieten, voorzien bij de artikelen 60 en 72, welke onder hen beide eene uitgave van fr. 2,550,000 vertegenwoordigen, hetzelfde doel.

De Commissie heeft dienaangaande de volgende vraag gesteld :

Bij artikel 72, heeft de Commissie zich afgevraagd, welk het verschil was tussehen *den aard der grondstoffen, voorzien bij artikel 60, en dien van het hout, voorzien bij artikel 72?*

In welke maat is het bij artikel 72 voorziene hout als grondstof en in welke maat als ambachtswerkting te beschouwen?

Is er een daarmede overeenstemmende ontvangst in de begrooting van Economische Zaken?

ANTWOORD.

« De bij artikel 60 voorziene grondstoffen en het bij artikel 72 voorziene hout hebben een gansch verschillende bestemming.

De bij artikel 60 voorziene stoffen dienen uitsluitend voor de vervaardiging van voorwerpen in verband met de bestellingen door de andere Departementen aan den Centralen Arbeidsdienst gedaan.

» Het bij artikel 72 voorziene hout dient alleen voor het vervaardigen van timmerwerk, deuren, vensters, planken vloeren, enz., noodig voor het oprichten van de werkhuizen bij de gevangenissen. Om deze reden komt het hout onder artikel 72 voor, aangezien het hier om de inrichting en de oprichting der werkplaatsen gaat. »

» Het bedrag van 1,850,000 frank moet natuurlijk in ontvangst genomen worden op de begrooting van het Ministerie van Economische Zaken. »

Deze uitleggingen zijn, onzes dunkens, van aard om alle gewetensbezwaar gerust te stellen.

Zoodra de in de begrooting van Justitie voorziene uitgave haar tegenhanger vindt in de ontvangsten van eene andere Staatsbegrooting, moet er niet meer aangedrongen worden.

Eene uitgave waarop werd gewezen en waarover, zoowel in de afdeelingen als in de Commissie zelf, uitleg werd gevraagd, betreft de kwestie der boekerijen.

Het volstaat een blik te werpen op de onderscheidene begrootingen om vast te stellen dat ieder dezer, dienaangaande verschillende posten bevat.

De Bijzondere Commissie heeft aan den heer Minister de volgende vraag gesteld, in verband met artikel 55 der begrooting :

« Tegen artikel 55 werden onderscheidene bezwaren ingebracht.

» Men vraagt onder meer of de voorziene publicatie geen onnoodige herhaling zal zijn van andere dergelijke publicaties.

» Zijn er geen termen om de verschillende boekerijen, welke in al de Departementen bestaan, tot ééne boekerij te vereenigen?

» Zou men op deze wijze niet voorkomen dat een zelfde publicatie door verschillende besturen wordt aangekocht? »

ANTWOORD.

Het tijdschrift, *La Protection de l'enfance*, is het eenige in België dat zich inzonderheid bezig houdt met de jeugdige wetsovertreders. Zijn doel is totaal verschillend van datgene nagestreefd door andere tijdschriften waarmede het niet mag worden verward.

Hier kan dus van geen nuttelooze herhaling sprake zijn.

De bibliotheek van het Ministerie van Justitie is een bijzondere bibliotheek bestaande uit boeken over rechtswetenschap, welke ter beschikking staan van de ambtenaren van dit departement, van die der andere departementen en van de magistraten. De werken die worden aangekocht behooren tot een nauwkeurig

bepaald gebied, dat slechts toegankelijk is voor deskundigen ; het aankopen van werken die reeds door andere ministeries werden aangekocht zal, als het gebeurt, wel zeer zelden voorkomen.

Ten andere, de centraliseering van de verschillende bibliotheken der ministeries zou aanleiding geven tot zulk een tijdverlies voor hen die dagelijks de voor hun arbeid noodige boeken en bescheiden moeten kunnen raadplegen, dat er meer bezwaren dan voordeelen zouden uit voortspruiten.

De bibliotheek van het Ministerie van Justitie zal in 1923 een gedrukten catalogus van zijne verzamelingen uitgeven.

Deze catalogus zal in al de departementen worden rondgedeeld en nog het nut der bibliotheek algemeener maken.

Ondanks de aangevoerde beweegredenen, meent de Commissie dat er van nabij diende nagegaan of er geen middel zou zijn om de bibliotheken, welke in de verschillende ministeries bestaan, te centraliseeren.

Misschien vond deze aanmerking beter haar plaats niet bij artikel 55, doch het valt niet te loochenen dat vele tijdschriften door verschillende besturen worden aangekocht en dat men aan die misbruiken een einde zou stellen, moest een centrale dienst bestaan waarin de in de verschillende departementen verspreide diensten zouden worden vereenigd.

Dergelijke maatregel — dient het gezegd — zou niet beletten dat elk ministerie over zijn dagelijks gebruikte boeken en verzamelingen voort beschikken zou.

*
* *

Is de bij artikel 74 voorziene uitgave van 50,000 frank wel nuttig? Levert de voorziene uitgave niet veeleer een zeker gevaar op?

Op deze vraag antwoordde de Minister aldus :

« Het uitgeven van een geordende opgave der thans in België van kracht zijnde wetten, ondernomen door den Raad voor Wetgeving, biedt een ontegensprekelijk nut. Dit werk kan in de huidige omstandigheden door het privaat initiatief niet uitgevoerd worden. De kosten voor zulk eene uitgave zijn te hoog om er aan te denken die te ondernemen zonder de tusschenkomst der openbare besturen. De tusschenkomst van den Raad voor Wetgeving laat toe dit werk te verwezenlijken onder de meest gunstige voorwaarden, zoowel wat de degelijkheid van het werk, als wat de kosten in verband daarmede betreft. Het werk is trouwens reeds gedeeltelijk af ; het ware betreurenswaardig, door de afschaffing van de noodige credieten, het voordeel te verliezen van den reeds volbrachten arbeid.

« Het gedane werk zal trouwens geen andere waarde hebben dan het gezag, op leerstellig gebied, van hen die ermede belast werden. Zij zal aan alle beoefenaars der rechtswetenschap een instrument in handen geven dat hunne taak zal vergemakkelijken en hun de opzoekingen zal sparen noodig om over een bepaalde zaak de geldende wetten te vinden, waarvan de samenordening dikwijls kiesch en moeilijk is ».

Het artikel werd dus gehandhaafd.

De Regeering legde bij zijne begroting een tweevoudig amendement ter tafel.

Bij het eene wordt bij artikel 4 eene verhooging van 10.000 frank voorgesteld om den documentatiedienst van het Departement te verzekeren ; bij het andere, wordt een nieuw artikel 75 voorgesteld, houdende een crediet van 50,000 frank voor het bouwen van een nieuwe kerk en van eene pastorie te Aarlen.

De Bijzondere Commissie stelt voor, deze beide amendementen aan te nemen.

Kortom, het ontwerp van begrooting voor 1922, zooals het door de Bijzondere Commissie wordt voorgesteld, bedraagt 141,500,200 frank, terwijl de begrooting van 1921 op een totaal bedrag van 102,574,000 frank wees.

Ziedaar waarbij de Bijzondere Commissie, ondanks hare zeer oprecht te pogingen, het moest laten : Tot eene vermindering, die de begrooting voor 1922 zelfs niet tot het cijfer van 1921 terugbrengt.

De gezamenlijke voorgestelde verminderingen bedragen 2,721,960 frank ; desondanks bedraagt de begrooting nog voor bijna negen miljoen frank meer uitgaven dan het vorige jaar.

Nochtans zullen de aangebrachte wijzigingen, hoe gering ook, in de stijgende beweging van de begrootingen een stilstand teweegbrengen, waarvan het belang een gunstigen terugslag hebben kan, niet zoo zeer op de huidige maar op de toekomstige begrootingen.

De Verslaggever,

JULES PONCELET.

De Voorzitter,

ÉMILE BRUNET.



Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 2. — Crediet te verminderen met	fr.	85,000
ART. 4. — Crediet te verhoogen met.		10,000
ART. 6. — Crediet te verminderen met		25,000
ART. 15. — — — — —		9,700
ART. 17. — — — — —		34,200
ART. 39. — — — — —		50,000
ART. 41. — — — — —		160,000
ART. 43. — — — — —		100,000
ART. 44. — — — — —		1,500,000
ART. 46. — Crediet te verhoogen met.		1,500,000
ART. 48. — Crediet te verminderen met		544,000
ART. 49. — — — — —		1,000,000
ART. 52. — — — — —		400,000
ART. 59. — — — — —		200,000
ART. 75 (nieuw). — Een nieuw in te schrijven crediet van. . .		59,000